



**CTB**



# RAPPORT FINAL

## PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE BEN0801611



Septembre 2014

## TABLE DES MATIERES

<b>FICHE D'INTERVENTION</b> .....	<b>4</b>
<b>APPRECIATION GENERALE</b> .....	<b>5</b>
<b>PARTIE 1 : RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES</b> .....	<b>6</b>
<b>1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION</b> .....	<b>6</b>
1.1 CONTEXTE	6
1.2 CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	8
<b>2 RESULTATS ATTEINTS</b> .....	<b>12</b>
2.1 MATRICE DE MONITORING	12
2.2 ANALYSE DES RESULTATS	14
<b>3 DURABILITE</b> .....	<b>24</b>
<b>4 APPRENTISSAGE</b> .....	<b>26</b>
4.1 ENSEIGNEMENTS TIRES	26
4.2 RECOMMANDATIONS	27
<b>PARTIE 2 : SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL)</b> .....	<b>28</b>
<b>1 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL</b> .....	<b>28</b>
<b>2 DEPENSES</b> .....	<b>29</b>
<b>3 TAUX DE DECAISSEMENT DE L'INTERVENTION EN EUROS</b> .....	<b>34</b>
<b>4 PERSONNEL DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>35</b>
<b>5 MARCHES PUBLICS</b> .....	<b>36</b>
<b>6 ACCORDS D'EXECUTION</b> .....	<b>39</b>
<b>7 EQUIPEMENTS</b> .....	<b>40</b>
<b>8 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF</b> .....	<b>47</b>
<b>9 MATRICE DE MONITORING COMPLETE</b> .....	<b>50</b>
<b>10 OUTILS ET PRODUITS</b> .....	<b>52</b>

## ACRONYMES

ABSSA	Agence Béninoise de Sécurité Sanitaire des Aliments
AD	Atacora-Donga
AFSCA	Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire
AIMAEP	Appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
AOF	Attributions, Organisation et Fonctionnement
ASPS	Amélioration de la Qualité Sanitaire et Phytosanitaire des produits agricoles et agro-alimentaires
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CeRPA	Centre Régional pour la Promotion Agricole
CeCPA	Centre Communal pour la Promotion Agricole
CARDER	Centre Agricole Régional pour le Développement Rural
SCDA	Secteur Communal pour le Développement Agricole
CNOS	Conseil National d'Orientation et de Suivi
CSE	Cellule de Suivi-Evaluation
CTB	Agence Belge de Développement
DC	Directions Centrales
DICAF	Direction des Innovations, du Conseil Agricole et de la Formation Opérationnelle
DIFAOP	Direction de l'Information, de la Formation et de l'Appui aux Organisations Professionnelles
DPP	Direction de la Programmation et de la Prospective
DT	Directions Techniques
DTA	Dossier technique et financier Additionnel
DTF	Dossier Technique et Financier
EMP	Evaluation à Mi-Parcours
ESA	Enquête de Statistiques Agricoles
IGE	Inspection Générale d'Etat
IGM	Inspection Générale du Ministère
LCSSA	Laboratoire Central de Contrôle de la Sécurité Sanitaire des Aliments
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MC	Mono-Couffo
M&E	Monitoring et évaluation
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
PAEX	Programme d'Appui en Expertises
PADSA	Programme d'Appui au Développement du Secteur Agricole
PONADEC	Politique Nationale de Décentralisation
PNIA	Programme National d'Investissements Agricoles
ProCGRN	Programme de Conservation et de Gestion des Ressources Naturelles
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
PTAB	Plan de Travail annuel budgétisé
RCPA	Responsable Communal pour la Promotion Agricole
SE	Suivi-évaluation
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
TDR	Termes de référence
UGP	Unité de Gestion de Projet

## Fiche d'intervention

<b>Intitulé de l'intervention</b>	Projet Appui Institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles.
<b>Code de l'intervention</b>	BEN 08 016 11
<b>Localisation</b>	République du Bénin, Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Secrétariat Général à Cotonou
<b>Budget</b>	Contribution Belge : 4.678.451,93 € Contribution Bénin : 201.600 €
<b>Institution partenaire</b>	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche au Bénin
<b>Date de début de la Convention spécifique</b>	26 janvier 2009
<b>Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture</b>	1er septembre 2009
<b>Date prévue de fin d'exécution</b>	30 septembre 2014
<b>Date de fin de la Convention spécifique</b>	28 décembre 2014
<b>Groupes cibles</b>	Cadres du Secrétariat Général du MAEP Cadres des Directions Centrales et Techniques du MAEP Cadres des CARDER (ex-CeRPA) Techniciens spécialisés, contrôleurs et agents d'encadrement au niveau des SCDA (ex CeCPA)
<b>Impact<sup>1</sup></b>	Les moyens d'existence des ménages ruraux sont sécurisés et la contribution du secteur agricole à la croissance économique du pays est augmentée par la mise en œuvre concertée d'une politique nationale de promotion des filières agricoles.
<b>Outcome</b>	Les capacités organisationnelles, techniques et administratives du MAEP sont renforcées pour qu'il puisse mieux jouer son rôle de facilitation et de régulation dans la promotion des filières.
<b>Outputs</b>	Le MAEP est une force de proposition dans la définition et la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des filières.
	Les CARDER (ex CeRPA) jouent un rôle clé dans la promotion des filières au niveau régional et local.
	Le MAEP est reconnu comme un acteur dynamique et actif par les autres acteurs dans la promotion des filières agricoles.
<b>Budget total de l'intervention</b>	4.880.051,93 €
<b>Année couverte par le rapport</b>	2009-2014

<sup>1</sup> L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

## Appréciation générale

**Décrivez** votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :

Le projet AIMAEP est pertinent dans la mesure où il cadre parfaitement avec les orientations du PSRSA et de la note stratégique de coopération belge. Il répond également aux besoins, en renforcement des capacités institutionnelles du MAEP.

Dans l'ensemble, sa mise en œuvre a été efficace et efficiente. Il s'est révélé comme un projet complexe, riche, foisonnant avec des produits et résultats perceptibles malgré son caractère « soft ». En effet, des produits et résultats immédiats ont été obtenus (méthodes, démarches, outils) avec une forte responsabilisation des parties prenantes. Les capacités organisationnelles, administratives de ces dernières ont été renforcées de même que les compétences managériales et techniques des cadres et agents de terrain. Tout ceci est de nature à influencer un changement de comportement organisationnel favorable à un meilleur exercice des fonctions régaliennes et à une meilleure qualité des services rendus aux usagers du secteur agricole en général et aux acteurs de promotion des filières agricoles en particulier.

Toutefois, les acquis du projet doivent être consolidés, suivis et développés afin que les livrables obtenus se traduisent en résultats de développement en matière d'amélioration de la qualité de gouvernance des filières agricoles dans un environnement institutionnel rendu favorable aux investissements agricoles. Par ailleurs l'aboutissement de toutes réformes institutionnelles engagées nécessite à la fois un volontarisme des acteurs du secteur agricole et un soutien politique fort au niveau des décideurs. C'est cette articulation et synchronisation de ces deux types d'engagements en matière de gouvernance qui permettra d'amplifier les résultats, effets et impacts en matière de réforme institutionnelle du système de promotion des filières agricoles.

**Notez** votre appréciation générale de l'intervention <sup>2</sup>:

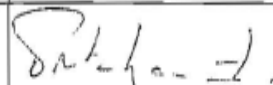
**SATISFAISANT**

Fonctionnaire exécution nationale

Fonctionnaire exécution CTB



TOKO Abdoulaye



TATA Maman Laminou

<sup>2</sup> Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

# PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

## 1 Appréciation de la stratégie d'intervention

### 1.1 Contexte

*Dans le présent chapitre, le rapport final doit décrire les éléments contextuels/évolutions qui ont eu une influence **cruciale** sur l'intervention et sur l'atteinte des résultats (contexte général, contexte institutionnel, contextes des modalités d'exécution, contexte de la dynamique HARMO). Ne mentionnez que les éléments les plus dignes de l'être.*

#### 1.1.1 Contexte général

Le Projet AIMAEP intervient dans un contexte de réformes institutionnelles profondes marquées par des évolutions stratégiques profondes : stratégies sectorielles, cadre organisationnel du MAEP, cadre institutionnel du secteur agricole, cadre programmatique sectoriel et son schéma de financement. Il accompagne la conception et l'opérationnalisation de ces réformes structurelles (dans un cadre de dialogue politique sectoriel) tout en renforçant les capacités managériales et techniques du MAEP dans l'exercice de son rôle régalien et de facilitation de la promotion des filières agricoles. De l'analyse de cette situation, le projet se positionne dans trois sphères de changements qui sont difficiles à concilier et à apprécier :

- La sphère de contrôle à travers la mise en œuvre des activités ;
- La sphère d'influence en amenant le MAEP à exercer au mieux ses fonctions régaliennes tout en rendant des services publics de qualité en matière de facilitation de la promotion des filières agricoles ;
- La sphère d'intérêt par rapport à l'aboutissement des décisions politiques sur tous ces chantiers de réformes institutionnelles favorables à une mise en œuvre efficace des politiques agricoles favorables et incitatives à la promotion des filières agricoles.

La couverture nationale du Projet (malgré l'existence d'une zone de concentration) lui offre l'opportunité d'agir au niveau communal, départemental et national avec différentes catégories d'acteurs. Ce positionnement stratégique lui offre une place de choix dans les dynamiques de dialogue sectoriel, d'approche programmatique sectorielle et d'harmonisation entre les différentes interventions des projets et programmes nationaux, bilatéraux et multilatéraux.

Mais l'application concrète des mesures édictées par les réformes institutionnelles reste et demeure un défi à relever. Certes, le dynamisme des différents groupes de travail et l'amélioration substantielle de la qualité du portage politique du processus, permet d'avoir un optimisme raisonné quand à l'aboutissement des différentes feuilles de routes établies en vue de rendre effectives ces réformes. Face aux problèmes de gouvernance de la filière coton, l'Etat a exercé son rôle de régulation afin de créer un environnement plus favorable à la relance des activités de cette filière dans le respect du cadre institutionnel défini par le PSRSA. Mais dans cette situation d'urgence, le MAEP et ses démembrements sont amenés à se concentrer davantage sur cette filière au détriment d'autres chantiers de réformes institutionnelles. Ainsi donc, ces chantiers ayant fait l'objet de travaux techniques préalables n'ont pas totalement abouti comme prévu à cause de lenteurs administratives dans les prises de décisions politiques relatives à: (i) la restructuration des CARDER ; (ii) la mise en place des organes de l'ABSSA ; (iii) la mise en place du cadre institutionnel de mise en œuvre du PSRSA notamment le CNOS et ses démembrements. De facto, cette situation influe directement dans l'enchaînement de la mise en œuvre des activités d'accompagnement à la mise en œuvre effectives des réformes institutionnelles engagées. Cette situation ne relève pas de la sphère de contrôle d'une équipe de projet.

### 1.1.2 Contexte institutionnel

L'ancrage institutionnel du Projet AIMAEP est pertinent et très approprié. Le projet AIMAEP est parfaitement intégré dans l'organisation et le fonctionnement du MAEP. Il est directement ancré au Secrétariat Général du MAEP. Il entretient d'excellentes relations avec le Cabinet et l'Inspection Générale du Ministère. Ce positionnement donne l'opportunité au projet AIMAEP de travailler en étroite collaboration avec le staff du Secrétariat Général, des directions centrales, des directions techniques, des structures déconcentrées du MAEP (SCDA, CARDER) mais aussi des structures sous – tutelle notamment les offices et sociétés. Grâce à ce positionnement stratégique intéressant, des évolutions positives du contexte institutionnel global de l'administration publique et des politiques publiques sont connues à temps et intégrées dans les stratégies de mise en œuvre des activités.

Le portage technique de toutes les activités du projet est bien assuré par les structures centrales et déconcentrées du MAEP. L'équipe du projet apparaît comme un pool de compétences et d'expertises au sein du secrétariat général dans son rôle de coordination sectorielle, de mémoire institutionnelle du Ministère et d'acteur clé dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies sectorielles et réglementations en faveur de la promotion des filières agricoles.

Le Projet AIMAEP est partie prenante aux réflexions stratégiques, engagées, sur l'approche programme dans le secteur agricole au sein du programme bénino-belge dans la perspective du PIC 2013-2017.

### 1.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les modalités d'exécution du projet sont très appropriées. Elles ont bien fonctionné à tous les niveaux (SMCL, maître d'ouvrage, Ordonnateur, Co ordonnateur, UGP puis UFAI notamment). La cogestion a bien fonctionné dans la mise en œuvre de la planification opérationnelle. La gestion en régie a été focalisée essentiellement sur les moyens généraux et expertises spécifiques notamment dans l'exécution des études et la mobilisation de l'expertise de l'AFSCA. Le manuel de gestion administrative et financière du programme agriculture est respecté.

Dans le cadre de l'approche programme et en cohérence avec la logique d'intervention de l'appui institutionnel à apporter au MAEP, une restructuration est intervenue avec la création de l'UAC, de l'UFAI et de deux UFR. Le résultat 4 de la FAIA (conception des mécanismes nationaux de financement) est désormais sous la responsabilité de l'UFAI. Cet arrimage respecte la cohérence d'ensemble de l'appui institutionnel apporté au MAEP et au rôle qu'il doit jouer dans le dialogue intersectoriel avec d'autres ministères concernés par la promotion des filières agricoles en général et le financement de l'agriculture, en particulier, dans un contexte général de déconcentration et de décentralisation du secteur agricole.

### 1.1.4 Contexte HARMO

Le projet AIMAEP s'aligne au cadre programmatique sectoriel notamment le programme « Administration et gestion du secteur agricole ». Ce programme vise à améliorer l'environnement institutionnel, financier, juridique et politique de façon à créer les conditions pour rendre l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture attrayants et compétitifs. Dans le cadre de ce programme, des relations de synergies et de complémentarité existent avec d'autres projets (Programme agriculture de la GIZ, le Programme Cadre de la Banque Mondiale, le PACER/FIDA, FAFA, FAIA, ASPS, PAFIRIZ, etc.) autour des questions de dialogue sectoriel, cadre programmatique, suivi-évaluation et promotion des filières agricoles. Le Projet AIMAEP a assuré un plaidoyer auprès du Secrétariat Général pour un meilleur leadership de la DPP/MAEP dans cette harmonisation des interventions conformément au cadre programmatique sectoriel du PSRSA.

La mise en œuvre du cadre programmatique sectoriel constitue une préoccupation importante du MAEP afin que l'approche programme sectorielle devienne une réalité tangible dans le paysage institutionnel. Dans cette optique, des unités de pilotage des programmes sectoriels de base du secteur agricole, ont assuré une relecture complète des programmes sectoriels avec l'appui méthodologique et technique d'AIMAEP. A terme, le plan national d'investissement agricole qui consacre ces programmes sera finalisé dans un cadre participatif et inclusif.

En outre, le projet accompagne les dynamiques de dialogue sectoriel notamment le Groupe Technique Agriculture et Cadres de Concertations régionaux de promotion des filières agricoles. Enfin l'ancrage d'AIMAEP au Secrétariat Général constitue un élément important pour l'appropriation du projet par le partenaire. Cette appropriation est effective dans le fonctionnement du projet au quotidien.

## 1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

*Décrivez la manière dont l'intervention était censée fonctionner et comment cela s'est réellement déroulé. Si vous disposez de représentations visuelles de la logique d'intervention initiale et/ou actuelle, incluez-les ici (diagramme, schéma, photo, etc.). Si d'importantes réorientations stratégiques sont intervenues, mentionnez la raison de cette décision.*

### 1.2.1 Les principes

#### ***Principe n°1 : une intervention qui reste cohérente avec le recentrage de l'état dans ses fonctions régaliennes et le processus de décentralisation***

Le recentrage du rôle de l'Etat dans ses fonctions régaliennes est l'un des principes d'intervention du PSRSA dont le projet AIMAEP a accompagné le processus de « relecture » et d'opérationnalisation du plan stratégique de relance du secteur agricole. Le contenu des programmes cadres du secteur agricole s'inscrit également dans cette dynamique. Les questions de déconcentration et de décentralisation sont au centre de réflexions stratégiques, se traduisant par une volonté affichée de responsabilisation des CARDER comme niveau déconcentré du MAEP dans l'exercice des fonctions régaliennes et la facilitation de la promotion des filières agricoles. En outre, une attention particulière a été accordée à la question d'assistance conseil aux communes dans le secteur agricole et de mécanismes de financement du secteur agricole en faveur des communes. Les cadres de concertations régionaux fonctionnels au niveau de deux CARDER ont pris des initiatives allant dans le sens d'une meilleure coordination de la promotion des filières agricoles : plans régionaux, répertoires, revues régionales notamment.

#### ***Principe n°2 : une intervention qui s'aligne à la fois sur les politiques nationales et le plus possible sur les plans de développement interne.***

Le projet AIMAEP s'est inscrit et a respecté les orientations nationales en matière de promotion des filières agricoles et réformes institutionnelles y afférentes (SCRIP, PSRSA et ses documents connexes). Par ailleurs toute activité menée est portée par une structure donnée du MAEP qui l'a initiée. La concrétisation de cette initiative s'inscrit dans le cadre du PTAB du MAEP et / ou d'un plan d'action spécifique : exemple du plan de développement des ressources humaines ; plan de renforcement des capacités en conseil agricole, ...



### ***Principe n°3 : Vers une harmonisation des bailleurs de plus en plus forte***

Au moment de la formulation du projet, plusieurs bailleurs étaient positionnés pour appuyer le gouvernement -et plus particulièrement le MAEP- afin de financer le processus de réforme, de changement et de renforcement des capacités institutionnelles pour donner plus de chance au secteur agricole de se développer d'une façon harmonieuse. Cette dynamique et la nécessité d'avancer davantage d'harmonisation a été une réalité durant la première année d'exécution du Projet ce qui a permis d'aboutir à la signature du pacte ECOWAP/PDDAA pour une mise en œuvre harmonisée et concertée du PSRSA. Un *task force* d'appui institutionnel était fonctionnel et regroupait régulièrement les assistants techniques de la GIZ, DANIDA et CTB pour une harmonisation des projets respectifs ce qui a abouti à la réussite de la mise en place d'un système de suivi-évaluation axé sur les résultats du secteur agricole.

Mais face au rythme d'avancement des réformes particulièrement lent, cette dynamique de départ s'est quelque peu émoussée à partir de 2011 et 2012. Au contraire, il a été même constaté le retrait de certains PTF de l'appui institutionnel au MAEP (exemple Coopération danoise et Coopération néerlandaise).

Néanmoins, le projet a continué de soutenir la concertation et le dialogue entre le MAEP, les PTF et autres acteurs du secteur pour une harmonisation et un dialogue politique sectoriel pour la conception et une mise en œuvre efficace des politiques publiques dans le secteur de l'agriculture.

### ***Principe n°4 : Une complémentarité des interventions dans un programme sectoriel belge***

Le projet AIMAEP est intitulé « Projet d'appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme de diversification et de développement des filières agricoles ». En tenant compte de cet intitulé, l'équipe opérationnelle du Projet a assuré l'animation d'un processus de dialogue et de concertation entre les différents dispositifs d'intervention de la coopération bénino-belge dans le secteur agricole de 2009 à 2011 ce qui a abouti à l'approbation par le comité des partenaires du premier cadre logique du programme sectoriel belge. Par ailleurs une SMCL commune a été instituée dans le cadre de cette recherche de complémentarité et de synergies. Avec la formulation et la mise en œuvre de la FAIA, la dynamique de l'approche programme a été relancée à travers des dynamiques de concertations et d'échanges entre la Représentation CTB Bénin et les différentes équipes opérationnelles avec un appui du siège de la CTB. Ainsi le programme agriculture a été validé par la SMCL commune et par la commission mixte de coopération dans le cadre du nouveau PIC.

### ***Principe n°5 : une intervention qui doit rester souple et flexible***

Le projet intervient dans un contexte institutionnel mouvant qui exige une capacité d'adaptation caractérisée par la souplesse et la flexibilité. Ce contexte institutionnel et les facteurs de risques sous-jacents sont parfaitement décrits par le DTF. En effet, la réussite de la réforme institutionnelle du MAEP que le Projet AIMAEP est sensé accompagner dépend « en premier lieu et de façon prioritaire de l'engagement politique du ministère concerné, mais aussi d'autres ministères, notamment celui en charge du Développement et des décisions politiques qui sont prises en la matière. Tous les changements récents portent à croire en effet que de nouvelles évolutions auront fait changer le panorama avant même que le projet ne démarre. Il est donc évident que, tant en terme de structure d'ancrage que de priorité à donner aux activités à conduire ou accompagner, l'intervention devra être capable de rester souple et flexible. D'autre part, elles devront également être flexibles dans le temps. Concrètement, les récentes options prises par le gouvernement posent des jalons pour lancer rapidement des actions dans les deux premières composantes (Nomination du groupe de référence en octobre, lancement d'audit organisationnel). Si les bailleurs et la CTB veulent jouer un rôle efficace dans les dynamiques de changement en cours et

apporter ainsi des compétences et des financements qui aident le gouvernement à mettre en œuvre ces réformes très ambitieuses, il est évident qu'ils doivent tenir compte de ces évolutions. Par ailleurs, il serait illusoire de penser que les activités telles que définies et leur budget puissent être déterminés de façon très précise à ce stade.

Evidemment les réformes institutionnelles se sont avérées ambitieuses. L'idée du groupe de référence ou *task force* en charge du processus de réformes a été écartée avant même le démarrage du projet. Les conclusions des résultats de l'audit institutionnel et la feuille de route du processus de réforme approuvée par le gouvernement n'ont pas été appliqués comme prévu. Tous ces éléments et la nature même du projet (soft, innovant) font que l'intervention a été caractérisée par la flexibilité et la souplesse en mettant un accent particulier sur (i) l'analyse fonctionnelle du MAEP ; (ii) le portage stratégique des actions par les structures du MAEP ; (iii) la planification stratégique et (iv) l'accompagnement des dynamiques de coordination et de concertation autour des chantiers prioritaires de réformes institutionnelles.

### 1.2.2 Les Réorientations stratégiques

Les grandes lignes des orientations stratégiques définies au DTF d'AIMAEP ont été respectées moyennant une systématisation de l'approche au plan conceptuel. En effet, l'intervention a agi au niveau :

- Macro : le centre d'intérêt à ce niveau a été le système de promotion des filières agricoles dans son ensemble. Ainsi la composante n°3 « Appui aux réformes institutionnelles » a traité des chantiers de réformes globales dans un cadre multi-acteurs et pluridisciplinaire en focalisant sur l'interaction MAEP et autres partenaires impliqués dans la promotion des filières agricoles.
- Le niveau méso : l'intervention se focalise sur l'accompagnement à la réforme du MAEP notamment l'appui à la restructuration du cadre organisationnel de ses directions afin qu'elles soient capables de jouer leurs rôles régaliens. Ceci s'est traduit par des appuis – conseil sous forme de renforcement des capacités techniques et managériales sur la base des résultats d'audits et analyses institutionnelles.
- Le niveau micro : l'intervention s'est focalisée sur les CARDER et ses démembrements ainsi que les espaces de coordination et de concertations régionales qui facilitent une meilleure promotion des filières agricoles.

Une attention particulière a été accordée à la combinaison des activités d'appui sur ces trois niveaux mais avec comme partenaires les directions nationales du MAEP et les CARDER.

Anticipant sur ce risque de non aboutissement des réformes, l'équipe du projet a réajusté sa stratégie opérationnelle en retournant à des principes fondamentaux de l'analyse fonctionnelle d'une administration préalablement au cadrage de ses interventions en matière de renforcement des capacités institutionnelles tout en valorisant les résultats des analyses institutionnelles comme situation de référence objective et qualitative. Ainsi toutes les activités d'appui institutionnel mené par le projet sont cohérentes avec les fonctions essentielles du MAEP à savoir :

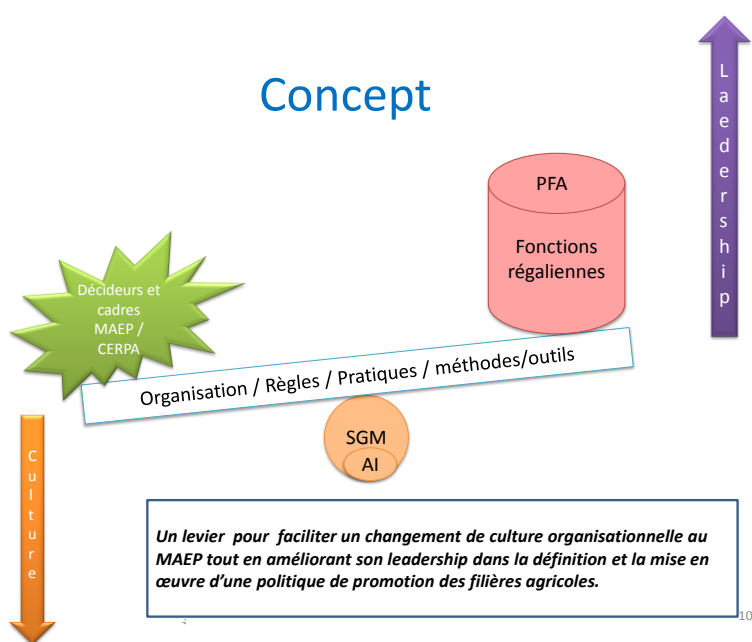
- La fonction de pilotage sectoriel ;
- La fonction de coordination sectorielle ;
- La fonction de régulation et de contrôles ;
- Les fonctions non exclusives (partagées) : conseil agricole, appui aux investissements agricoles, recherche agricole.

La prise en compte de l'analyse fonctionnelle du MAEP et du système de promotion des filières agricoles a été simplement un apport qualitatif dans la lecture et l'application de la

logique verticale du projet. Mais cela a permis à l'équipe opérationnelle et à ses partenaires limitrophes d'éviter une situation de blocage en matière de renforcement des capacités si l'on devait compter d'abord sur l'aboutissement des réformes avant d'élaborer et de mettre en œuvre, conséquemment, un plan de renforcement des capacités institutionnelles

La recherche perpétuelle d'une complémentarité et synergie entre l'approche cadre logique et l'approche outcome mapping a permis d'améliorer la qualité de planification et de suivi-évaluation de cette intervention dont le contenu aborde des dimensions immatérielles et complexes.

Enfin, l'équipe opérationnelle a schématisé le concept d'appui institutionnel au MAEP. Ce schéma résume également les grandes lignes des stratégies et principes d'intervention d'AIMAEP.



## 2 Résultats atteints

### 2.1 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
<b>IMPACT :</b> <i>Les moyens d'existence des ménages ruraux sont sécurisés et la contribution du secteur agricole à la croissance économique du pays est augmentée par la mise en œuvre concertée d'une politique nationale de promotion des filières agricoles.</i>				
La contribution du secteur agricole au PIB passe de 36% en 2006 à 45% en 2015	36	45	ND	Le taux de croissance du PIB agricole passe de 2,5% en 2009 à 6,3% en 2013
La proportion de la population béninoise souffrant de la faim et de la malnutrition passe de 33,3% en 2009 à 15% en 2015	33,3	13	ND	Le taux de couverture des besoins alimentaires d'origine animale passe de 141% en 2009 à 151% en 2013
<b>OUTCOME :</b> <i>Les capacités organisationnelles, techniques et administratives du MAEP sont renforcées pour qu'il puisse mieux jouer son rôle de facilitation et de régulation dans la promotion des filières.</i>				
Au moins 70% des participants aux revues annuelles du secteur agricole estiment que le MAEP est performant dans l'exercice de ses fonctions régaliennes (pilotage, régulation, contrôle)	28%	70%	65%	
Au moins 80% d'agents de base, techniciens et cadres de CeRPA appliquent des démarches, méthodes et outils dans l'exercice de leurs fonctions d'appui-conseil aux acteurs du secteur agricole	49%	80%	85%	
<b>OUTPUT 1 :</b> <i>Le MAEP est une force de proposition dans la définition et la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des filières.</i>				
Au moins 70% des cadres et agents du MAEP apprécient positivement la fonctionnalité du nouvel organigramme du MAEP institué dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme	0%	75%	75%	
Le taux d'exécution de contrats de performances et lettres de missions des directions techniques et directions centrales du MAEP atteint 75%	41%	70%	75%	Il s'agit de performance des structures du MAEP suivi par sa Cellule de Suivi-évaluation qui a été prise en compte à ce niveau
42 cadres et agents du MAEP maîtrisent les concepts, approches et techniques sur les filières agricoles et s'y investissent résolument	2	42	61	

Résultats / Indicateurs	Valeur de la baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Chaque année, au moins une bonne pratique de promotion des filières agricoles est capitalisée et diffusée	0	4	6	
Les résultats d'études prospectives et de capitalisation alimentent la concertation multi-acteurs pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies opérationnelles de promotion des filières agricoles	0	2	4	
<b>OUTPUT 2 : Les CARDER (ex CeRPA) jouent un rôle clé dans la promotion des filières au niveau régional et local.</b>				
75% des cadres et agents des CARDER apprécient positivement la fonctionnalité du nouvel organigramme	0	75%	75%	Enquête réalisée en 2013
Le taux d'exécution du PTAB des CARDER MC / AD dépasse 80%	65%	100%	95%	Taux 2013
Le taux d'exécution de contrats de performances et lettres de mission des CARDER atteint 75%	58%	75%	70%	
165 agents de CARDER / SCDA maîtrisent les concepts, approches et techniques filières et s'y investissent	8	165	282	Un pool de formateurs qualifiés est mis en place dans les CARDER AD et MC
Un dispositif efficace et performant du conseil agricole mobilise 350 agents et techniciens et répond aux besoins d'appui – conseil des structures de promotion des filières agricoles à la base	0	1	1	
<b>OUTPUT 3 : Le MAEP est reconnu comme un acteur dynamique et actif par les autres acteurs dans la promotion des filières agricoles.</b>				
Les rôles, responsabilités et fonctions des différentes catégories d'acteurs de PFA sont définis de façon concertée et appliquée dans le cadre du PSRSA	0	100	50%	
Un mécanisme de contrôle et de régulation des filières agricoles, piloté par le MAEP est institué	0	100	50%	
Des initiatives de PPP pour le développement des filières agricoles sont appuyées et capitalisées	0	3	1	
Au moins un programme harmonisé d'appui aux filières agricoles soutenu par la coopération belge est élaboré par le MAEP de concert avec l'ensemble des acteurs du secteur	0	1	1	

## 2.2 Analyse des résultats

*Décrivez les résultats atteints par l'intervention*

### 2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact<sup>3</sup> (impact potentiel) ?

La logique d'intervention du projet est toujours valable si l'on tient compte des suppositions importantes et conditions critiques liées à la nature même de ce projet. L'outcome contribue à l'atteinte de l'objectif du « Programme administration et gestion du secteur agricole » libellé comme suit : « l'environnement institutionnel, financier, juridique et politique est amélioré de façon à créer les conditions requises pour rendre l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture attractifs et compétitifs ». Comme le montre le tableau ci-dessous, la tendance générale des indicateurs globaux du secteur est relativement positive par rapport au taux de croissance du PIB agricole, au taux de couverture des besoins alimentaires d'origine végétale et au niveau des dépenses annuelles de consommation des ménages ruraux.

L'évolution vers l'atteinte de l'impact peut être appréciée à travers les indicateurs sectoriels globaux notamment (i) le taux de croissance du PIB agricole ; (ii) le taux d'accroissement des revenus des ménages ruraux et (iii) l'incidence de la pauvreté dont les tendances se présentent comme suit (selon les données de la CSE/MAEP).

Indicateurs	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de croissance du PIB agricole (en %)	2,5	1,4	5,7	5,8	6,3	ND
Contribution du secteur à la croissance économique (en %)	1,0	0,5	2,1	2,2	2,4	ND
Incidence de la pauvreté en milieu rural	38,4	38,40	39,7	39,7	39,7	ND
Taux de couverture des besoins alimentaires d'origine végétale (en %)	141,3	145,1	143,39	148,97	151,75	ND
Dépenses annuelles de consommation en FCFA (assimilable au revenu annuel en milieu rural)	842878	842878	926775	926775	926775	ND

**Sources** : CSE/MAEP, INSAE 2012 :

**NB** : les statistiques pour 2014 ne seront disponibles que vers la fin du premier trimestre de l'année 2015

### 2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

Les données du système de suivi-évaluation du MAEP montrent qu'il y a une évolution positive dans les performances des structures du MAEP et des CARDER grâce à l'amélioration progressive de la qualité du management opérationnel découlant de l'utilisation des outils de planification et de suivi-évaluation axés sur les résultats. Ce progrès est attesté par le suivi des marqueurs de progrès et incidences visées au niveau de ses

<sup>3</sup> Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

partenaires limitrophes par le projet. Des outils sont élaborés et mis à disposition des partenaires limitrophes sur la base d'un processus méthodologique rigoureux (ex Un plan stratégique de développement des ressources humaines, outils de suivi-évaluation, outils du conseil agricole). Dans l'exercice de leurs activités d'appui-conseil, la majorité des cadres formés des CARDER/SCDA de l'Atacora-Donga et du Mono-Couffo, utilisent les démarches, méthodes et outils acquis par rapport à l'approche filière, le genre, le conseil agricole et l'animation des cadres de concertation des acteurs de promotion des filières agricoles.

Malgré les acquis, force est de reconnaître l'existence d'un déséquilibre en matière de capacités institutionnelles entre les deux CARDER de la zone de concentration de la Coopération bénino-belge et les six autres CARDER d'une part. La couverture nationale et équilibrée de l'appui institutionnel tout comme l'amélioration de la qualité de pilotage, de coordination et régulation sectoriels en matière de promotion des filières agricoles constituent un défi à relever pour l'atteinte de l'outcome à un niveau plus satisfaisant.

### 2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

#### **Output 1 : Le MAEP est une force de proposition dans la définition et la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des filières**

La structure organisationnelle du MAEP a été changée sur la base d'un long processus participatif tenant compte des résultats des audits institutionnels d'une part et d'une définition préalable des différents mandats des structures à tous les niveaux. Une attention particulière a été accordée au principe de subsidiarité, de la gestion axée sur les résultats, des dimensions genre et environnement. Ainsi un nouveau décret portant attribution, organisation et fonctionnement du MAEP a été pris par le Gouvernement et appliqué. La qualité des relations fonctionnelles entre le Secrétariat Général et le Cabinet du MAEP s'est améliorée sur la base d'une clarification consensuelle des champs de responsabilité des uns et des autres par rapport au management du MAEP (distinction entre le management opérationnel et le management stratégique).

Le MAEP dispose d'outils, de méthodes et d'instruments lui permettant d'assurer un meilleur pilotage, coordination sectoriels et analyses en matière de promotion des filières agricoles. Concrètement des produits ci-après ont été obtenus et utilisés dans cette optique :

- Les outils et processus de planification ont été renforcés : consolidation des Plan de travail annuels budgétisés (PTAB) ainsi que des budgets – programmes ont été régulièrement consolidés aux cours des ateliers participatifs avec les structures centrales et déconcentrées du MAEP ;
- Un système de suivi-évaluation axé sur les résultats est fonctionnel. La base de données et les outils mis au point suscitent l'intérêt d'autres Ministères au Bénin et d'autres ministères de l'agriculture de la sous région. Cependant il faut noter que malgré les efforts menés en matière de renforcement des capacités le potentiel de ce système de suivi-évaluation est sous – utilisé à cause de la faible remontée de toutes les informations au niveau de certains démembrés du MAEP (notamment les offices sous tutelle) ;
- Un état des lieux ainsi que les grandes lignes d'amélioration du système des statistiques agricoles a amené les décideurs à une meilleure prise de conscience des faiblesses du MAEP en ce domaine et de la nécessité de rechercher des réponses durables à cette question structurelle ;
- Une base de données (plateforme interactive) sur les interventions et les intervenants publics et privés du secteur agricole est conçue et en cours d'utilisation, et permettra aux acteurs publics et privés du secteur d'accéder à des informations clés en réponse à diverses préoccupations et questionnement : (i) Qui est qui ? Qui fait quoi ? Qui intervient où ? Sur quelle filière ? A quelle hauteur de financement ? etc.

- Un plan d'action pour une meilleure prise en compte de la dimension genre dans le secteur agricole est disponible et permet d'orienter les intervenants ;
- Un plan d'action pour une meilleure prise en compte de la dimension environnement dans le secteur agricole est disponible et permet d'orienter les intervenants ;
- Un plan stratégique de développement des ressources humaines, un cadre organique et un plan de formations sont autant d'outils mis au point et d'instruments utiles aux prises de décisions en matière de gestion des ressources humaines pour le MAEP ;
- Une analyse des comptes économiques du secteur agricole donne des orientations claires aux décideurs sur la nécessité d'une révision en profondeur des méthodes de calcul du PIB Agricole et la nécessité d'accorder une grande attention aux analyses des politiques agricoles ;
- 23 cadres du MAEP ont acquis des connaissances et utilisent leurs compétences en analyse prospective.

Les capacités administratives et techniques du MAEP central et de son personnel ont été renforcées afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de son management opérationnel. A titre illustratif nous citons quelques produits et résultats obtenus :

- 279 cadres et agents du MAEP ont acquis des connaissances et des compétences en matière de rédaction administrative, déontologie administrative, techniques de conduite de réunions ;
- 171 cadres et agents du MAEP ont acquis des connaissances et des compétences en techniques de gestion du temps, communication et leadership.

Le personnel du MAEP et les acteurs du secteur agricole ont une meilleure appréciation du capital d'expériences de partenariat public privé en matière de promotion des filières agricoles sur la base des résultats d'études spécifiques : 2 études de cas sur l'expérience d'un projet de développement en matière de partenariat public privé sur les filières riz et maraîchage et trois études de cas sur les expériences communales en la matière. Au plan institutionnel, le MAEP dispose désormais d'un noyau de cadres formés aux techniques de capitalisations et utilisant leurs compétences pour la réalisation de ces 5 études de capitalisation. D'autres projets et programmes ont fait appel à ce noyau de cadres pour la réalisation d'études de capitalisation sur d'autres filières agricoles notamment le soja et le karité.

En résumé, tous ces acquis ci-dessus (même s'ils restent à consolider et à développer) permettent aux structures centrales du MAEP de mieux exercer leurs fonctions régaliennes et partagées. Cette situation devrait se traduire par une meilleure coordination sectorielle, une plus grande capacité prospective et une pro-activité dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de promotion des filières agricoles.

### **Output 2 : Le CARDER (ex CeRPA) joue un rôle clé dans la promotion des filières agricoles au niveau régional et local**

Les capacités techniques et administratives des CARDER s'améliorent progressivement et permettent à ces structures de jouir d'une plus grande crédibilité auprès des usagers du secteur notamment à travers (i) l'amorce d'un processus de coordination et un pilotage sectoriels sur le terrain, (ii) l'animation du dialogue inclusif et participatif entre acteurs de promotion des filières et la facilitation en conseil agricole ainsi que l'utilisation de l'approche filières et chaînes de valeurs notamment dans l'élaboration de certains plans régionaux de développement des filières.

Malgré l'environnement institutionnel difficile (à cause des risques échappant au contrôle du projet), force est de constater que le management opérationnel des CARDER s'est amélioré à travers (i) l'amélioration de leurs relations fonctionnelles avec les Directions centrales et techniques du MAEP qui ont permis aux cadres des CARDER de mieux s'approprier des politiques et stratégies du secteur agricole, (ii) l'utilisation d'outils de planification et de suivi-



évaluation axés sur les résultats qui a contribué à l'amélioration de la qualité de leurs budgets-programmes et plan de campagne (iii) l'élaboration et l'utilisation du manuel des normes et procédures qui a été appréciée comme une innovation institutionnelle majeure.

Le principal acquis de tous ces processus est l'établissement d'un dialogue et d'un cadre partenarial entre les différents acteurs de promotion des filières agricoles au niveau régional et local.

Tous ces résultats acquis découlent de la conjugaison des différents produits obtenus et qui sont résumés ainsi qui suit :

- Un nouveau décret portant transformation des CeRPA en CARDER est adopté sur la base des résultats d'analyses et audit institutionnels et autres réflexions stratégiques ;
- Un guide d'assistance conseil aux communes à l'usage des agents de base est élaboré ;
- 8 ateliers thématiques et de réflexions stratégiques entre CARDER et administration centrale du MAEP ont permis de décloisonner les relations fonctionnelles entre les différentes structures internes à ce ministère ;
- Une expérience pilote d'utilisation des outils genre et d'outcome mapping a permis un changement de comportement des agents de base dans l'exercice quotidien de leur travail en conseil agricole ;
- 130 agents des CARDER maîtrisent et utilisent des techniques de collecte de données pluviométriques ;
- 261 cadres des CARDER ont acquis des connaissances et développent des compétences en planification et suivi-évaluation ;
- 249 cadres des CARDER maîtrisent et utilisent les outils de suivi-évaluation ;
- 278 cadres des CARDER ont été formés à l'utilisation de la base de données du système de suivi-évaluation. A noter que les 77 SCDA ont été dotés en équipements informatiques dans le cadre de la mise en œuvre du projet AIMAEP ;
- 4 revues régionales de suivi-évaluation tenues ;
- Un manuel de normes et procédures de gestion administrative et financière des CARDER a été conçu, édité, diffusé et appliqué. A cet effet, 222 cadres ont participé aux différentes séances d'internalisation de ce document ;
- 3 répertoires régionaux d'acteurs de promotion des filières agricoles sont disponibles et utilisés; les données sont actualisées dans une base de données installée au niveau des CARDER ;
- 2 cadres de concertations régionaux ;
- Le système du conseil agricole des CARDER est redynamisé :
  - La stratégie nationale du conseil agricole est internalisée dans tous les CARDER
  - 35 cadres des CARDER au niveau régional sont formés sur le conseil en gestion des exploitations agricoles (CGEA);
  - 148 agents de base formés en CGEA ;
  - 41 cadres des CARDER maîtrisent les techniques de coaching en conseil agricole ;
  - 228 agents de base sont formés aux techniques de diagnostics selon la méthode de l'APNV ;
  - 21 diagnostics villageois réalisés ;
  - Une méthodologie de coaching en conseil agricole conçu et appliquée ayant entraîné des changements d'attitudes et de comportement des agents de base favorables à l'amélioration de la qualité de ce service public offert par les CARDER ;
  - Le secteur agricole dispose d'un document de projet de dynamisation du conseil agricole au Bénin ;
  - Les normes du conseil agricole ont été actualisées. Un manuel a été édité et diffusé en 5.000 exemplaires afin de faciliter l'appropriation et l'utilisation de ces normes par les parties prenantes tant du secteur public que du secteur privé.

### **Output 3 : Le MAEP est reconnu comme un acteur dynamique et actif par les autres acteurs dans la promotion des filières agricoles**

Avec l'avènement du PSRSA, tous les acteurs du secteur agricole s'accordent sur le fait que la conception et l'opérationnalisation des réformes institutionnelles globales en matière de promotion des filières doit se faire dans un cadre concerté, inclusif, multi-acteurs et intersectoriel. Ce consensus appelle le MAEP à assumer un meilleur portage du processus de dialogue sectoriel sur les politiques, les stratégies, le cadre programmatique sectoriel, et la réédition des comptes.

L'appui aux dynamiques de dialogue politique sectoriel dans un cadre participatif et inclusif a été une constante de la stratégie d'accompagnement du MAEP dans ses relations avec les autres acteurs du système de promotion des filières agricoles. Ainsi des orientations stratégiques nationales et des thématiques spécifiques ont fait l'objet de débats participatif, inclusifs ayant abouti à des prises de décisions : (i) Comités et sous comités de relecture du PSRSA, (i) préparation et tenue d'une table ronde sur le secteur agricole ayant abouti à la signature d'un pacte pour une mise en œuvre concertée du PSRSA ; comités d'élaboration du plan d'investissement annuel etc. En outre, dans le cadre de la dynamisation du partenariat public-privé, le projet AIMAEP a sponsorisé le premier salon de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche au Bénin. Un état des lieux sur le partenariat public – privé au Bénin est disponible et diffusé auprès du MAEP.

L'opérationnalisation du cadre programmatique du PSRSA et son schéma de financement constituent une préoccupation importante pour les acteurs du secteur agricole. Les progrès enregistrés dans ce domaine ont trait à (i) l'élaboration et la validation en Conseil de Cabinet des quatre programmes sectoriels du PSRSA qui constituent le support du Plan National d'Investissement Agricole, auxquels seront articulés les projets filières. Ce sont de véritables documents de référence de qualité pour les négociations de ressources au profit de la promotion des filières agricoles. Dans la dynamique d'opérationnalisation du cadre programmatique sectoriel, deux plans régionaux développement des filières agricoles dans le Mono Couffo sont élaborés et utilisés. Par ailleurs, le Projet AIMAEP a apporté un appui à la validation de la stratégie nationale de développement de la riziculture.

La promotion des filières agricoles exige aussi du MAEP, d'impulser une dynamique de régulation sectorielle. Les résultats de l'accompagnement institutionnel au MAEP se traduisent par (i) la réalisation et la diffusion d'un recueil des textes législatifs et réglementaires en matière de promotion des filières ; (ii) l'internalisation par les cadres et acteurs du secteur agricole de l'acte uniforme de l'OHADA sur les droits des sociétés coopératives ; (iii) l'élaboration des outils et modalités d'application de ladite loi et enfin (iv) l'institutionnalisation d'une agence de sécurité sanitaire des aliments (ABSSA).

L'institutionnalisation de l'ABSSA est une dimension importante des réformes institutionnelles engagées. Dans cette optique, le Projet AIMAEP a accompagné le MAEP dans l'obtention des livrables suivants dont la transformation en résultats n'est pas encore effective : (i) les statuts de l'ABSSA sont disponibles ; (ii) un état des lieux complet du système de sécurité sanitaire des aliments assorti d'une feuille de route pour l'opérationnalisation de l'ABSSA est établi ; (iii) un projet de business plan 2014-2017 de l'ABSSA est disponible ; (iv) les dynamiques de concertation et de dialogue en matière de sécurité sanitaire des aliments sont soutenus (6 groupes de travail, un cadre de concertation etc.) ; (v) des expertises techniques ont été données à travers les missions de l'AFSCA et de Ex-change dans le cadre du processus de mise en place et d'opérationnalisation de l'ABSSA.

## 2.2.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Le développement des capacités organisationnelles, administratives et techniques du MAEP afin qu'il puisse jouer efficacement son rôle en matière de facilitation de la promotion des filières agricoles constitue les grandes lignes du contenu de l'outcome.

Le résultat intermédiaire n°1 et n°2 sont axés principalement sur l'amélioration du rôle de coordination sectorielle et de la facilitation de la promotion des filières agricoles. Les produits et résultats obtenus se traduisent par des améliorations au niveau de l'amélioration des performances organisationnelles, managériales et techniques du MAEP et des CARDER. En matière de capacités organisationnelles, les évolutions qualitatives constatées ont trait à :

- Une meilleure définition des mandats, rôles et responsabilités de chaque structure du MAEP dans la promotion des filières ;
- Une meilleure clarification des rôles du Secrétariat Général et du Cabinet, respectivement par rapport à l'exercice des fonctions de management opérationnel et de management stratégique ;
- Un décloisonnement entre les structures du MAEP;
- L'institutionnalisation des dimensions environnement et genre dans la mise en œuvre du PSRSA axé sur la promotion des filières agricoles.

En matière de management du MAEP, les réalisations portent sur :

- Un noyau de cadres conscients de l'éthique et de la déontologie administrative et capables de rédiger des lettres administratives ;
- Systématisation de la pratique de consolidation des Plans de Travail Annuels Budgétisés (PTA) et budget programmes du MAEP ;
- Fonctionnalité d'un système d'informations utiles à des prises de décisions ;
- Utilisation des outils modernes de gestion des ressources humaines : plan de formation du personnel du MAEP, document de stratégie de développement des ressources humaines etc) ;
- Existence d'un document de stratégie de développement des statistiques agricoles et d'un document de « *projet d'appui du système des statistiques agricoles* » ;
- Existence des unités de pilotage des programmes ;
- Pratiques d'analyses prospectives à un stade embryonnaire.

Les capacités techniques du MAEP et des CARDER en matière d'approche filière, de capitalisation d'expériences et de conseil agricole se sont améliorées. Cela se traduit par :

- Des compétences du personnel sur le concept et approche filières et chaînes de valeur ;
- L'internalisation et un début d'opérationnalisation de la stratégie nationale du Conseil-agricole au niveau du secteur public ;
- Appropriation par les Coopératives des textes de la loi OHADA relatifs au droit des sociétés coopératives ;
- Le personnel du MAEP a acquis des compétences techniques et utilise des démarches, méthodes et outils dans les domaines de planification, suivi-évaluation, coordination, approche filières – chaînes de valeur ajoutée, capitalisation, conseil agricole, management et gestion administrative. Ainsi le MAEP et les CARDER sont outillés pour mieux exercer leurs rôles de facilitation, de régulation et d'orientation en matière de la promotion des filières agricoles. Actuellement, ce rôle est beaucoup plus concret au niveau des CARDER où des dynamiques de coordination des filières agricoles commencent à se développer. Les prestations de l'encadrement se trouvent aujourd'hui plus adaptées aux préoccupations des producteurs. du fait de l'utilisation des outils, démarches et méthodes appropriés du conseil agricole.

Le résultat n°3 concourt à l'amélioration de la qualité du pilotage sectoriel et de la régulation en matière de promotion des filières agricoles. Les résultats obtenus permettent de conforter l'image et le leadership du MAEP en matière de promotion des filières grâce à des initiatives en matière de politique agricole. Les progrès enregistrés vers l'atteinte de l'outcome. En effet, le MAEP est devenu une force de proposition dans la définition, l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique/stratégie de promotion des filières agricoles malgré les défis importants à relever. En effet, il a assuré le leadership dans l'élaboration d'un certain nombre de documents de stratégies :

- Le PSRSA et ses documents connexes ;
- Stratégie nationale de développement de la riziculture ;
- Stratégie des statistiques agricoles ;
- Plan d'action genre dans le secteur agricole ;
- Plans régionaux de promotion des filières agricoles ;
- Les 4 programmes cadres du secteur agricole ;
- Plan d'action environnemental dans le secteur agricole ;
- Plan d'action genre ;
- Stratégie semencière.

La régulation des filières agricoles notamment dans le domaine sanitaire et phytosanitaire des aliments est une préoccupation importante ayant milité pour l'institutionnalisation de l'ABSSA dans le cadre du Projet AIMAEP. Malgré un dynamisme observé au niveau des groupes de travail ABSSA ayant permis d'élaborer un état des lieux en matière de sécurité sanitaire et une première ébauche du plan d'affaires de l'ABSSA, force est de constater que des conflits internes ont inhibé les efforts déployés pour l'institutionnalisation de l'ABSSA.

### **2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?**

Le projet a été exécuté dans un environnement institutionnel mouvant, caractérisé par des réformes structurelles qu'il est censé accompagner. Les principaux enjeux se résument à : (i) l'aboutissement des réformes grâce à des prises de décisions politiques ; (ii) le changement de culture organisationnelle ; (iii) la sauvegarde de la mémoire institutionnelle du MAEP.

Le changement de culture organisationnel est d'abord une question d'attitudes et de comportements. Des résistances inhérentes à toute réforme structurelle profonde ont été constatées. La nécessité d'asseoir un système de commandement unique en matière de sécurité sanitaire des aliments soulève toujours des résistances et des divergences de points de vue sur la nécessité de séparer les fonctions de contrôle en ces domaines des fonctions de production et d'encadrement. Tenant compte de ces difficultés, le Projet a facilité l'émergence des espaces de concertations et de dialogue entre l'ABSSA et les structures de contrôles préexistantes du MAEP. Ainsi six groupes de travail, représentatifs de tous ces acteurs, ont été institués pour élaborer un état des lieux en matière de sécurité sanitaire et proposer des grandes lignes des actions à mener par l'ABSSA ce qui a abouti à un plan d'affaires consensuel. Mais le manque de confiance et les craintes des uns et des autres limitent encore les progrès attendus au niveau de cette réforme. Par ailleurs des retards dans les prises de décision politiques pour la mise en place effective de tous les organes fragilisent davantage le développement institutionnel de cette structure.

Les prises de décisions politiques échappent aux sphères de contrôle du Projet. Mais dans le même temps, le DTF partait de l'hypothèse que toutes les réformes majeures seraient adoptées par le Gouvernement dès la première année d'exécution du projet de manière à asseoir un plan de renforcement des capacités sur un minimum de trois ans. Mais force est de constater que le rythme d'avancement des réformes institutionnelles d'une administration publique n'est pas nécessairement compatible avec le rythme d'exécution d'un projet. Cette

situation s'explique par divers facteurs : vision long terme versus moyen terme, sphère de contrôle et d'influence versus sphère d'intérêt. A titre illustratif réforme du cadre organisationnel des CARDER engagée depuis 2009 n'a pas abouti à des prises de décisions définitives sur un décret portant, attribution, organisation et fonctionnement. Cette situation fait que des opportunités d'accompagnement de la restructuration du cadre organisationnel de ces structures, qu'aurait pu apporter AIMAEP, n'ont pas pu être exploitées de façon optimale. Pour contourner ce chemin critique du aux lenteurs dans les prises de décisions politiques, le projet a déployé ses efforts de renforcement des capacités autour des fonctions essentielles du MAEP/CARDER quelles qu'en soit les choix de réformes à venir. Ainsi les efforts ont été focalisé sur les fonctions régaliennes (pilotage, coordination, régulation / contrôle) et la fonction partagée de conseil agricole et dans une moindre mesure l'appui aux investissements (avec les mécanismes de financement du secteur).

La perte de mémoire institutionnelle du MAEP à cause des problèmes structurels en matière de gestion des ressources humaines et d'archivage, constitue un risque évident. En effet, on constate : (i) une faible capacité en matière de gestion prévisionnelle du personnel ; (ii) une absence d'une véritable stratégie de relève en matière de leadership au regard des départs massifs des cadres supérieurs du MAEP ; (iii) une faible importance accordée à l'informatisation, la documentation et l'archivage. Le projet a déployé des efforts en matière de gestion prévisionnelle des ressources humaines, la modernisation du centre de documentation, le recueil des textes législatifs et réglementaires et un démarrage timide de la numérisation des documents.

### 2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

#### **Output 1 : Le MAEP est une force de proposition dans la définition et la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des filières**

Le MAEP est cité par les ministères en charge des questions du genre et de l'environnement comme étant le ministère technique où des avancées significatives ont été enregistrées. Il est le premier ministère technique à avoir élaboré son plan d'action spécifique sur la prise en compte des dimensions genre et environnement.

Les systèmes d'informations utiles aux prises de décision conçus et rendus fonctionnels suscitent un grand intérêt d'autres ministères au Bénin et dans la sous région. Toutes les orientations stratégiques et axes d'interventions retenus ont été définis et approuvés dans un cadre participatif et inclusif ayant mobilisé toutes les catégories d'acteurs impliqués dans la promotion des filières agricoles.

On constate l'amorce d'une gestion axée sur les résultats au niveau de certains postes de travail du nouvel organigramme du MAEP. En effet, suite au processus d'accompagnement de la restructuration du cadre organisationnel du MAEP/CARDER, les autorités ont procédé à des remises officielles de lettres de mission à certains cadres nommés à des postes du nouvel organigramme du MAEP.

#### **Output 2 : Le CARDER (ex CeRPA) joue un rôle clé dans la promotion des filières agricoles au niveau régional et local**

Une contribution technique de qualité a été apportée par les cadres des CARDER formés aux techniques d'analyses des filières et chaînes de valeurs, grâce à leur maîtrise des outils de l'approche chaîne de valeur ajoutée. Cinq plans régionaux de développement des filières (dont 3 avec le financement de FAFA AD) ont été élaborés dans l'Atacora Donga et deux autres dans le Mono-Couffo et cela sous l'égide des cadres de concertations régionaux qui sont devenus de véritables instruments de coordination animés par les CARDER.

La dynamique de régionalisation des plans filières dans le cadre de l'opérationnalisation du cadre programmatique sectoriel constitue une des pistes de réflexion actuelle. Il est fort agréable de souligner que la dynamique engagée dans le Mono/Couffo et l'Atacora/Donga

est répliquée par d'autres projets et programmes au niveau de certaines régions.

L'organisation par le CARDER Atacora-Donga d'un atelier d'évaluation des actions des différents projets/programmes intervenant dans la région traduit la maîtrise de sa fonction de coordination sectorielle régionale.

L'engouement suscité par la mise en place d'un manuel de normes et procédures de gestion administrative, financière et comptable s'est traduit par une forte implication de l'IGM, dans le processus d'internalisation de cet outil, sa mise en application, et sa dissémination au-delà de la sphère d'influence du MAEP (IGE notamment). Il sert de modèle de bonnes pratiques à développer au niveau des autres structures du MAEP sur fonds propres.

Les résultats tirés de l'action pilote sur **le coaching** font apparaître un impact positif auprès des différents agents ayant bénéficié de ce processus. Les résultats sont également significatifs puisqu'ils découlent de changements qualitatifs sur : la nature de la collaboration entre les responsables du développement rural (RDR) et leurs collaborateurs ; leur fonctionnement au quotidien et leur développement personnel.

### **Output 3 : Le MAEP est reconnu comme un acteur dynamique et actif par les autres acteurs dans la promotion des filières agricoles**

La question du foncier agricole, en lien avec la sécurisation des investissements agricoles a été un sujet de réflexions stratégiques des acteurs de promotion des filières agricoles dans les espaces de concertation et de dialogue sectoriel. Le Projet AIMAEP a participé à cette dynamique. Il s'agit d'un résultat positif car ce sont des questions incontournables pour la facilitation et la régulation des filières agricoles. Les autres dynamiques se rapportent : (i) au leadership développé dans le cadre du processus de documentation des quatre programmes cadres du PSRSA en vue de l'élaboration/finalisation du PNIA-Bénin et (ii) à l'institutionnalisation en cours de l'ABSSA.

## **2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention**

### **2.2.7.1 Genre**

Le Projet AIMAEP a appuyé l'opérationnalisation du plan d'actions genre du secteur notamment à travers : (i) l'élaboration du plan d'action genre, sa validation, son édition et sa diffusion ; (ii) le suivi de l'utilisation des outils d'intégration du genre basés sur l'outil outcome mapping (définition des incidences visées, marqueurs de progrès et le journal de suivi) a été mis en œuvre au niveau des deux communes pilotes (Matéri et Comé) et (iii) l'internalisation de ce plan d'action genre au niveau des six (6) CARDER et des structures centrales du MAEP.

L'intervention du projet a permis d'identifier un chemin permettant de réduire l'écart entre les femmes et les hommes en ce qui concerne leur accès aux services de conseil agricole comme le souligne ce témoignage d'une *Technicienne en Inspection et Education Coopérative* : « *J'apporte un appui aux hommes et aux femmes mais pas de la même manière. Les hommes viennent vers moi et je vais vers eux pour travailler. Mais les femmes n'ont pas l'habitude de se déplacer vers les agents d'encadrement ; d'où la nécessité de les considérer comme un groupe à part qui doit bénéficier d'un service spécifique et utile à leurs besoins particuliers* ».

### **2.2.7.2 Environnement**

Le Projet AIMAEP a appuyé l'opérationnalisation de la cellule environnementale. Dans cette optique, cette dernière a bénéficié d'un appui technique et financier pour : (i) l'organisation des journées environnementales ; (ii) l'élaboration, la validation, l'édition et la diffusion du

plan d'action environnemental du secteur agricole. Le rapport final du plan d'actions environnementales et son plan d'action budgétisé sont disponibles.

Des rencontres de sensibilisation ont également été organisées à l'intention des cadres des CARDER pour une appropriation des stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans la perspective de leur intégration dans le conseil agricole.

### **2.2.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?**

Le suivi-évaluation a été une constante dans la dynamique de mise en œuvre du Projet AIMAEP quand bien même il n'était pas prévu d'affecter spécifiquement un cadre à cette tâche comme cela est le cas dans l'environnement actuel du MAEP. En plus, des rapports de résultats, rapports trimestriels et autres revues, le Projet AIMAEP a procédé à deux innovations majeures : trois exercices d'auto-évaluation, deux exercices de suivi selon la méthode de cartographie des incidences. Les résultats de tous ces exercices ont permis d'adapter constamment la stratégie de mise en œuvre et l'atteinte des résultats.

Durant toute la période de mise en œuvre, le Projet n'a bénéficié que d'une seule mission de backstopping organisée spécifiquement à l'intention de son équipe opérationnelle. Mais cette mission a été un grand succès de par les recommandations opérationnelles formulées mais également par son caractère innovation (une équipe constituée « d'un pair » en la personne du coresponsable du volet institutionnel de PAIOSA Burundi et d'un expert de la cellule gouvernance). Certes dans le cadre de l'approche programme l'équipe opérationnelle a bénéficié des missions du département Expertises Sectorielles du siège de la CTB.

Le projet AIMAEP a fait l'objet de trois évaluations : (i) évaluation de la qualité d'intervention de la CTB, cas du projet AIMAEP ; (ii) évaluation à mi-parcours et (iii) évaluation finale.

L'ensemble des recommandations des missions d'évaluation et de backstopping ont permis à l'équipe opérationnelle d'ajuster ses stratégies d'interventions aux évolutions du contexte tout en créant les conditions d'une meilleure formulation du projet AIMAEP II sur la base du capital d'expériences de la phase précédente et des orientations du nouveau Programme Indicatif de Coopération.

## 3 Durabilité

*Dans le présent chapitre, les interventions doivent, en répondant aux questions infra, décrire de quelle manière les résultats atteints seront pérennisés et si une stratégie de sortie spécifique a été mise au point afin d'y veiller.*

### 3.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Les conditions de viabilité économique et financière sont intimement liées à l'articulation du projet AIMAEP avec le programme cadre du secteur agricole dont il accompagne la conception et la mise en œuvre. Il s'agit du programme « administration et gestion du secteur agricole » qui prévoit des allocations budgétaires nationales en matière de développement institutionnel du MAEP. Prenant en compte de la nécessité de prendre en charge le financement de ce type d'appui et sa pérennité, le MAEP a prévu une allocation budgétaire de 530 millions de francs CFA (soit 807.980 euros). Il s'agit d'un effort considérable quand on sait que la contribution initialement attendue du MAEP (dans le DTF) n'était que 132.240.931 francs CFA (soit 201.600 €).

L'opérationnalisation du schéma de financement du cadre programmatique sectoriel tarde à se concrétiser à cause des lenteurs dans l'aboutissement des réformes. Cette situation peut constituer un facteur limitant à la mobilisation accrue des ressources prévues par le PSRSA et donc un risque de durabilité financière.

Les mesures prises portent sur un accompagnement au processus d'opérationnalisation du cadre programmatique sectoriel et son schéma de financement tout en soutenant les exercices d'élaboration des budgets programmes dans un cadre concerté et inclusif.

### 3.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.

### 3.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

De par son ancrage institutionnel s'appuyant sur des structures existantes (MAEP, CARDER) dans l'exercice de leurs fonctions, le projet AIMAEP assure sa viabilité / durabilité institutionnelle en se conformant aux règles établies et aux orientations nationales. Il en est de même avec la durabilité politique dans la mesure où il accompagne l'opérationnalisation du plan stratégique de relance du secteur agricole qui constitue l'unique cadre de référence des stratégies sectorielles et sous sectorielles. La conception des principales réformes institutionnelles est achevée et traduite en textes réglementaires de qualité, qui garantissent leur viabilité institutionnelle. Mais les lenteurs administratives dans les prises de décisions politiques constituent un facteur de risque important. Les mesures prises pour juguler cette situation se limitent à des actions de plaidoyer et de lobbying tout en amenant les décideurs au MAEP de s'accorder sur des feuilles de route et leur suivi.



### **3.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?**

L'amélioration des capacités institutionnelle et de gestion du MAEP cadre parfaitement avec les outputs et l'outcome du projet AIMAEP qui ont fait l'objet d'analyse ci-haut. On peut retenir que ce projet a impulsé une dynamique de changement institutionnel et de comportement du personnel du MAEP autour des questions de « bonnes pratiques » institutionnelles. Les risques potentiels sont d'abord inhérents à la nature même des réformes institutionnelles qui (i) s'inscrivent dans le long terme, (ii) touchent à des questions de comportement institutionnel et individuel sensibles sans compter son caractère hautement politique, (iii) revêtent une dimension « soft » dans un contexte marqué par la primauté des « réalisations physiques », de « la gestion des activités et des moyens ». Les relations de proximité avec les différents acteurs, le dialogue et la concertation sans compter l'apport d'expertises techniques adaptées aux besoins ont été les mesures et approches déterminantes ayant permis d'atteindre des résultats significatifs dans une situation de réforme institutionnelle assez complexe et difficile.

Toutefois, les acquis du projet doivent être consolidés et suivis afin que les livrables obtenus se traduisent durablement en résultats de développement pour le secteur agricole.

## 4 Apprentissage

### 4.1 Enseignements tirés

*Tirez les enseignements importants de l'expérience de l'intervention. Les enseignements tirés sont de nouveaux savoirs qui doivent demeurer dans la mémoire institutionnelle de la CTB et des partenaires. Ils peuvent être tirés d'activités, d'outputs, de l'outcome, de la gestion des risques, des thèmes transversaux, des politiques sectorielles, etc. (ou d'une combinaison de niveaux ou de tout autre aspect de l'intervention et de son contexte).*

La réforme globale du système de promotion des filières agricoles exige un dialogue politique sectoriel, intersectoriel et des décisions politiques à un niveau stratégique élevé de l'Etat. Le processus diachronique de prise de décision est difficile à intégrer dans une planification rigoureuse au regard des facteurs exogènes non maîtrisables par un ministère et *a fortiori* par un projet. Instituer l'ABSSA, tout comme le FNDA et le FADeC Agriculture, relève de la sphère d'intérêt du programme agriculture en général et de l'AIMAEP et FAIA en particulier.

Mais l'accompagnement du MAEP durant le processus de conception et de mise en œuvre de ces réformes, relève de la sphère de contrôle et d'influence de ces derniers. A l'avenir **toute formulation d'un programme d'appui institutionnel doit être attentive à l'appréciation de ces trois sphères afin de pouvoir dissocier l'appui à la création d'une structure étatique ou paraétatique** (dont un projet ne doit pas répondre de la décision politique sous jacente à l'aboutissement de la réforme engagée), **du renforcement des capacités institutionnelles de cette dernière**. L'analyse des processus et des changements significatifs nés de l'interaction entre un programme d'appui institutionnel et une administration publique doit être une dimension importante de l'appréciation qualitative des projets d'appui institutionnel.

**La stratégie de double ancrage constitue une opportunité à exploiter pour autant que les « portes d'entrées » soient bien spécifiées** : la stratégie de double ancrage suppose que l'équipe du projet puisse trouver une façon de jouer à la fois sur des logiques ascendantes et sur des logiques descendantes pour que les politiques sectorielles se « nourrissent » d'expériences du terrain et pour que les stratégies nationales soient internalisées et concrétisées sur le terrain : le projet AIMAEP a utilisé trois portes d'entrée : (i) la capitalisation d'expériences de terrain en envoyant des cadres centraux à l'apprentissage de la promotion des filières agricoles dans l'espace communal pour influencer l'opérationnalisation du PSRSA ; (ii) l'opérationnalisation du conseil agricole en faisant fonctionner le dispositif institutionnel du niveau central au niveau villageois ; (iii) l'organisation des rencontres thématiques entre décideurs du MAEP au niveau central et décideurs des CARDER au niveau déconcentrés pour valoriser « les incertitudes créatrices » d'une part et pour bâtir la cohérence d'ensemble d'un programme au travers d'une approche holistique, d'autre part.

L'amélioration des performances du MAEP en matière de promotion des filières agricoles dépend de sa capacité d'adaptation à l'évolution de son environnement institutionnel : orientations stratégiques nationales en matière de promotion des filières agricoles, plans, programmes, cadre institutionnel de mise en œuvre du PSRSA, application stricte des textes réglementaires décidés par le gouvernement relativement à son mode d'organisation et de fonctionnement.

La promotion d'une culture de capitalisation au niveau d'une administration publique centrale constitue une opportunité d'opérationnalisation de la stratégie de double ancrage d'un projet d'appui institutionnel. Ainsi les leçons d'expérience du terrain remontent plus facilement au

niveau macro et méso afin d'influencer les décisions et pratiques par rapport aux politiques publiques, stratégies et programmes sectoriels.

La souplesse, la flexibilité et la capacité d'adaptation du projet au contexte institutionnel (mouvant) du partenaire constituent un gage de réussite pour tout programme d'appui institutionnel à une administration publique.

## 4.2 Recommandations

*Une recommandation est une décision à prendre, adressée à un des utilisateurs du rapport final. Ces recommandations doivent être aussi spécifiques que possible. Opérationnalisez les recommandations en ajoutant la « Source » et le « Public cible ».*

Les recommandations peuvent s'avérer pertinentes pour :

- la stratégie par pays
- la stratégie sectorielle
- une prochaine intervention
- la stratégie de sortie

Recommandation	Source	Public cible
<i>Description de la décision à prendre.</i>	<i>Le sous-chapitre auquel se réfère la recommandation</i>	
Accélérer la mise en place du nouvel organigramme du MAEP/CARDER (y incluant les nominations à tous postes de responsabilités) afin de créer les conditions d'une plus grande performance de ces structures.	Output 1 et 2	MAEP
Accompagner les CARDER dans un exercice de planification régionale harmonisée axée sur les résultats afin de renforcer davantage leurs rôles en matière de coordination sectorielle.	Output 2	DPP/SGM/CARDER/AIMAEP
Diligenter la mise en place du cadre institutionnel pour la mise en œuvre du PSRSA (installation officielle du CNOS et ses démembrements).	Output 3	MAEP/SGM
Assurer la nomination des membres du conseil d'administration de l'ABSSA.	Output 3	MAEP/SGM
Relancer le processus de mise en œuvre de la feuille de route établie pour l'opérationnalisation de l'ABSSA notamment l'élaboration d'un plan d'affaire, d'une politique sanitaire de sécurité sanitaire des aliments, le benchmarking, la dynamisation du système de suivi contrôle des aliments (y incluant la transmission des échantillons au LCSSA et valorisation des résultats d'analyses).	Output 3	SGM/DG ABSSA

## PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

### 1 Suivi des décisions prises par la SMCL

Faites rapport sur le suivi des décisions. Fournissez un aperçu des **décisions stratégiques importantes** prises par la SMCL durant l'intervention (n'incluez pas les décisions de moindre importance). Ensuite, décrivez comment l'intervention a suivi ces décisions. Ces décisions peuvent également provenir des recommandations retenues par la SMCL à la suite de rapports des résultats, MTR, backstoppings, audits et évaluations finales (ETR). Cela devrait normalement constituer un copier-coller du monitoring opérationnel mis à jour de l'intervention.

Décisions						Suivi
N°	Décision	Période d'identification	Source	Acteur	Date limite	Etat d'avancement
1	Mettre en application le nouveau cadre organisationnel du MAEP	18/02/2013	PV	SG / MAEP	31/03/2014	Le nouveau cadre organisationnel du MAEP est d'application.
2	Mettre en place le cadre institutionnel du PSRSA	18/02/2013	PV	SG / MAEP	31/05/2014	La préparation technique a été réalisée; la mise en place effective du CNOS dépendra des décisions politiques attendues.
3	Mettre en place le personnel et les organes de gestion de l'ABSSA	18/02/2013	PV	SG / MAEP	31/07/2014	Le Directeur de l'ABSSA, le comptable, les Directeurs techniques et régionaux sont nommés. Les membres du conseil d'administrations ne sont pas encore nommés.
9	Assurer un meilleur suivi de l'application des recommandations de la SMCL et transmettre un état d'avancement au Président de la SMCL	27/02/2014	PV	Toutes les UF et autres acteurs	Continu	Le suivi trimestriel de la mise en œuvre des recommandations est assuré dans les MONOP du programme et lors de la préparation de la prochaine session de la SMCL.

## 2 Dépenses

### Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Budget Version : **M01** Year to month : 31/03/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2014	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
<b>A LES CAPACITÉS</b>		<b>2.279.608,54</b>	<b>2.098.463,81</b>					<b>2.098.463,81</b>	<b>181.144,73</b>	<b>92%</b>	
<b>01 Le mode d'organisation et</b>		<b>193.252,48</b>	<b>189.939,40</b>					<b>189.939,40</b>	<b>3.313,08</b>	<b>98%</b>	
	01 Completer l' audit	REGIE	22.572,48	22.572,48				22.572,48	0,00	100%	
	02 Analyse des systèmes de	REGIE	0,00	0,00				0,00	0,00	7%	
	03 Accompagnement de la	COGEST	137.080,00	133.764,03				133.764,03	3.315,97	98%	
	04 Renforcer le système des	COGEST	33.600,00	33.602,89				33.602,89	-2,89	100%	
<b>02 Les techniques de</b>		<b>430.040,00</b>	<b>423.334,73</b>					<b>423.334,73</b>	<b>6.705,27</b>	<b>98%</b>	
	01 Contribution à la mise en	COGEST	300.160,00	293.400,71				293.400,71	6.759,29	98%	
	02 Renforcement des	COGEST	129.880,00	129.934,02				129.934,02	-54,02	100%	
<b>03 Les capacités techniques</b>		<b>370.214,08</b>	<b>361.213,45</b>					<b>361.213,45</b>	<b>9.000,63</b>	<b>98%</b>	
	01 Mise en place d'un	COGEST	186.470,00	157.248,49				157.248,49	29.221,51	84%	
	02 Renforcement des	COGEST	7.249,01	7.249,01				7.249,01	0,00	100%	
	03 Renforcement des	COGEST	67.483,00	66.993,47				66.993,47	489,53	99%	
	04 Renforcer les capacités	REGIE	109.012,07	129.722,48				129.722,48	-20.710,41	119%	
<b>04 Le mode d'organisation des</b>		<b>87.000,00</b>	<b>76.622,47</b>					<b>76.622,47</b>	<b>10.377,53</b>	<b>88%</b>	
	01 Participation aux revues	COGEST	0,00	0,00				0,00	0,00	7%	
	02 Accompagnement de la	COGEST	87.000,00	76.622,47				76.622,47	10.377,53	88%	
<b>05 Les techniques de</b>		<b>229.520,00</b>	<b>206.350,99</b>					<b>206.350,99</b>	<b>23.169,01</b>	<b>90%</b>	
	REGIE	1.797.057,65	1.767.758,50	-278,31				-278,31	1.767.480,13	29.577,52	98,00
	COGEST	2.881.394,28	2.673.604,78	8.476,79				8.476,79	2.682.081,57	199.312,71	93,00
	<b>TOTAL</b>	<b>4.678.451,93</b>	<b>4.441.363,28</b>	<b>8.198,48</b>				<b>8.198,48</b>	<b>4.449.561,70</b>	<b>228.890,23</b>	<b>95,00</b>



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0801611 Printed on 15/04/2015

page: 1

## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Budget Version : **M01** Year to month : 31/03/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2014	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
01 Mise en place des	COGEST	185.560,00	162.389,91					162.389,91	23.170,09	88%	
02 Accompagnement de 2	COGEST	43.960,00	43.961,08					43.961,08	-1,08	100%	
<b>06 Les capacités techniques</b>		<b>470.700,00</b>	<b>468.946,45</b>					<b>468.946,45</b>	<b>1.753,55</b>	<b>100%</b>	
01 Mise en place des	COGEST	92.650,00	90.474,52					90.474,52	2.175,48	98%	
02 Developpement d'un	COGEST	281.790,00	295.626,37					295.626,37	-13.836,37	105%	
03 Assurer la mise en place et	COGEST	66.510,00	60.607,24					60.607,24	5.902,76	91%	
04 Renforcer des actions de	COGEST	29.750,00	22.238,32					22.238,32	7.511,68	75%	
<b>07 Le MAEP participe</b>		<b>301.780,00</b>	<b>262.647,84</b>					<b>262.647,84</b>	<b>39.132,16</b>	<b>87%</b>	
01 Appui à la mise en place	REGIE	0,00	0,00					0,00	0,00	??	
02 Redefinition des mandats	COGEST	0,00	0,00					0,00	0,00	??	
03 Revue des textes législatifs	COGEST	44.780,00	44.776,43					44.776,43	3,57	100%	
04 Appui au MAEP dans sa	COGEST	86.000,00	51.633,72					51.633,72	34.366,28	60%	
05 Renforcement du dialogue	COGEST	43.000,00	39.111,69					39.111,69	3.888,31	91%	
06 Appuyer le MAEP dans	COGEST	128.000,00	127.126,00					127.126,00	874,00	99%	
<b>08 La réforme dans le domaine</b>		<b>197.101,98</b>	<b>109.408,48</b>					<b>109.408,48</b>	<b>87.693,50</b>	<b>56%</b>	
01 Renforcer les capacités	COGEST	125.800,00	74.714,62					74.714,62	51.085,38	59%	
02 Elaborer un document de	COGEST	20.000,00	6.129,21					6.129,21	13.870,79	31%	
03 Concevoir un système de	COGEST	0,14	0,00					0,00	0,14	0%	
	REGIE	1.797.057,65	1.767.758,50	-278,31				-278,31	1.767.480,13	29.577,52	98,00
	COGEST	2.881.394,28	2.673.604,78	8.476,79				8.476,79	2.682.081,57	199.312,71	93,00
	<b>TOTAL</b>	<b>4.678.451,93</b>	<b>4.441.363,28</b>	<b>8.198,48</b>				<b>8.198,48</b>	<b>4.449.561,70</b>	<b>228.890,23</b>	<b>95,00</b>



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0801611 Printed on 15/04/2015

page: 2

## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Budget Version : **M01** Year to month : 31/03/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2014	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
	COGEST	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
	REGIE	51.301,84	28.564,65					28.564,65	22.737,19	56%	
<b>X</b>	<b>RÉSERVE BUDGÉTAIRE</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>					<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>7%</b>	
	01 Réserve budgétaire	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
	01 Réserve budgétaire	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
	02 Réserve budgétaire régie	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
<b>Z</b>	<b>MOYENS GÉNÉRAUX</b>	<b>2.398.843,39</b>	<b>2.342.899,47</b>	<b>8.196,48</b>				<b>8.196,48</b>	<b>2.351.097,89</b>	<b>47.745,50</b>	<b>98%</b>
	01 Frais de personnel	1.957.761,00	1.959.603,43	-489,67				-489,67	1.959.113,76	-1.352,76	100%
	01 Assistance technique	929.320,00	945.156,96					945.156,96	-15.836,96	102%	
	02 Staff national	576.403,00	574.167,72	-211,36				-211,36	573.956,36	2.446,64	100%
	03 Assistance technique	337.000,00	330.723,87					330.723,87	6.276,13	98%	
	04	0,00	0,00					0,00	0,00	7%	
	05 Assistante technique	76.000,00	73.429,69	-96,04				-96,04	73.333,65	2.666,35	96%
	06 Assistant technique national	39.038,00	36.125,19	-182,27				-182,27	35.942,92	3.095,08	92%
	02 Investissements	153.625,45	131.349,66	9.091,90				9.091,90	140.441,56	13.183,89	91%
	01 Véhicules	56.993,26	56.993,26					56.993,26	0,00	100%	
	02 Equipement bureau	11.048,64	11.048,64					11.048,64	0,00	100%	
	03 Equipement IT	16.583,55	16.583,56					16.583,56	-0,01	100%	
	REGIE	1.797.057,65	1.767.758,50	-278,31				-278,31	1.767.480,13	29.577,52	98,00
	COGEST	2.881.394,28	2.673.604,78	8.476,79				8.476,79	2.682.081,57	199.312,71	93,00
	<b>TOTAL</b>	<b>4.678.451,93</b>	<b>4.441.363,28</b>	<b>8.198,48</b>				<b>8.198,48</b>	<b>4.449.561,70</b>	<b>228.890,23</b>	<b>95,00</b>



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0801611 Printed on 15/04/2015

page: 3

## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Budget Version : **M01** Year to month : 31/03/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
			2014	Q1	Q2	Q3					Q4
04	Extension et aménagement	COGEST	69.000,00	46.724,20	9.091,90		9.091,90	55.816,10	13.183,90	81%	
03	Frais de fonctionnement		127.376,94	121.099,11	-403,75		-403,75	120.695,36	6.681,58	95%	
01	Frais de fonctionnement	COGEST	18.450,00	16.043,33				16.043,33	2.406,67	87%	
02	Frais de fonctionnement	COGEST	40.350,00	40.257,68				40.257,68	92,32	100%	
03	Telecommunications	COGEST	22.950,00	21.590,53				21.590,53	1.359,47	94%	
04	Logistique (Service level	COGEST	7.126,94	7.126,94				7.126,94	0,00	100%	
05	Prime salariales (7	COGEST	0,00	0,00				0,00	0,00	7%	
06	Autres frais de	COGEST	14.660,00	14.559,64	-403,75		-403,75	14.155,89	504,11	97%	
07	Fonctionnement des	COGEST	8.100,00	7.898,37				7.898,37	201,63	98%	
08	Fonctionnement des AT	REGIE	12.000,00	10.696,64				10.696,64	1.303,36	89%	
09	Frais administratifs	REGIE	0,00	-98,46				-98,46	98,46	7%	
10	Logistique et Informatique	REGIE	3.740,00	3.024,44				3.024,44	715,56	81%	
04	Audit et Suivi et Evaluation		160.080,00	128.307,53				128.307,53	31.772,47	80%	
01	Evaluation	REGIE	99.000,00	87.733,05				87.733,05	11.266,95	89%	
02	Suivi (Est)	REGIE	10.000,00	6.449,06				6.449,06	3.550,94	64%	
03	Audit	REGIE	51.080,00	34.125,42				34.125,42	16.954,58	67%	
99	Conversion rate adjustment		0,00	2.539,74				2.539,68	-2.539,68	7%	
98	Conversion rate adjustment	REGIE	0,00	2.539,77				2.539,71	-2.539,71	7%	
		REGIE	1.797.057,65	1.767.758,50	-278,31			-278,31	1.767.480,13	29.577,52	98,00
		COGEST	2.881.394,28	2.673.604,78	8.476,79			8.476,79	2.682.081,57	199.312,71	93,00
		<b>TOTAL</b>	<b>4.678.451,93</b>	<b>4.441.363,28</b>	<b>8.198,48</b>			<b>8.198,48</b>	<b>4.449.561,70</b>	<b>228.890,23</b>	<b>95,00</b>



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0801611 Printed on 15/04/2015

page: 4



## Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN0801611

Project Title : **Appui institutionnel au MAEP dans le cadre du programme d'appui au développement et à la diversification des filières agricoles**

Budget Version : **M01** Year to month : 31/03/2015

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

Status	Fin Mode	Amount	2014	2015				Total	Total Exp.	Balance	% Exec
				Q1	Q2	Q3	Q4				
99	Conversion rate adjustment	COGEST	0,00	-0,03					-0,03	0,03	??%

REGIE	1.797.057,65	1.767.758,50	-278,31				-278,31	1.767.480,13	29.577,52	98,00
COGEST	2.881.394,28	2.673.604,78	8.476,79				8.476,79	2.682.081,57	199.312,71	93,00
<b>TOTAL</b>	<b>4.678.451,93</b>	<b>4.441.363,28</b>	<b>8.198,48</b>				<b>8.198,48</b>	<b>4.449.561,70</b>	<b>228.890,23</b>	<b>95,00</b>



### 3 Taux de décaissement de l'intervention en euros

Source de financement	Budget cumulé	Dépenses réelles cumulées	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
<b>Contribution directe belge</b>	4.678.451,93	4.449.561,70	95%	
<b>Contribution du pays partenaire</b>	201.600,00	883.408,92	438%	
<b>Autre source</b>				

## 4 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
<p>1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- TOKO Abdoulaye (Responsable /SGM)</li> <li>- AKODANDE Mathias (Régisseur)</li> <li>- SIMPA Tchoga Nestor (CVA)</li> <li>- OLOUYOMI Omonlabi Donatien (CVA)</li> </ul> <p>Responsable de la composante 1: GRIMAUD Honoré</p> <p>Responsable de la composante 2 : OUAKE Joseph</p> <p>Responsable de la composante 3 : HOUESSOU Richard</p> <p>Assistante Administrative : JOHNSON Bintiwa</p> <p>Secrétaire caissière : YEHOUENOU Mireille</p> <p>Chauffeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ALEDJI Raïmi ;</li> <li>- TIDJANI Waliou</li> </ul>	<p>H</p> <p>H</p> <p>H</p> <p>H</p> <p>H</p> <p>H</p> <p>H</p> <p>F</p> <p>F</p> <p>H</p> <p>H</p>	<p>05/09/2009 AU 30/09/2014</p> <p>05/09/2009 AU 30/09/2014</p> <p>05/09/2009 AU 30/09/2014</p> <p>03/10/2011 AU 30/09/2014</p> <p>03/10/2011 AU 30/09/2014</p> <p>19/07/2009 au 30/09/2014</p> <p>1<sup>er</sup> /07/2010 au 30/09/2014</p>
<p>2. Personnel d'appui, recruté localement par la CTB :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Administrateur Gestionnaire : MISSOHOU René</li> <li>- ZINGAN Claude Norbert</li> <li>- ASSOGBA Virginie Marie-Louise Mahougnon</li> <li>- RANDRIAMAHONINA Victorien</li> </ul>	<p>H</p> <p>H</p> <p>F</p> <p>H</p>	<p>1<sup>er</sup> /03/2010 au 30/09/2014</p> <p>1<sup>er</sup> /09/2009 au 18/10/2011</p> <p>1<sup>er</sup>/12/2010 au 13/04/2012</p> <p>1<sup>er</sup>/05/2010 Au 31 août 2013</p>
<p>3. Personnel de formation, recruté localement :</p> <p>NEANT</p>		
<p>4. Personnel international (hors CTB) :</p>		
<p>5. Experts internationaux (CTB) :</p> <p>TATA Maman Laminou</p>	<p>H</p>	<p>01/09/2009 AU 30/09/2014</p>

## 5 Marchés publics

Numéro du marché	Intitulé du marché	Briève description du marché	Type de marché	Devise	Montant (estimé / réalisé)	Montant euros (estimé / réalisé)	Mode d'exécution	Financement	Code(s) Budgétaire(s)	Fournisseur(s)	Mode de passation	Etat d'avancement	Remarques	Date(s) / période(s) Préparation Cahier de charges	Date(s) / période(s) Publication	Date(s) / Période(s) d'Attribution	Date(s) / Période(s) d'Exécution	Date(s) / Période(s) Paiement	
<b>Année 2010</b>																			
1	Analyse des capacités organisationnelles du CERPA et des unions régionales des producteurs de riz, anacardes et produits maraichers dans les départements de l'Atacora et de la Donga	Analyse des capacités organisationnelles du CERPA et des unions régionales	Services	CFA	14 400 000	21 953	Régie	CS AIMAEP	A_03_01	Performance Management & Développement	procédure négociée sans publicité	Clôturé	Finalisé	Clôturé	30-sept.	10-oct.	24/09/10	05/2010	
<b>Année 2011</b>																			
1	Etude sur la capitalisation des acquis du MAEP	Etude sur la capitalisation des acquis du MAEP en matière de promotion des filières agricoles	Services	CFA	17 600 000	€ 26 831	Cogestion	CS AIMAEP	A_03_01	Golf Expertises	Appel d'offres	Clôturé	Finalisé	Finalisé	40298	04/05/10 au 04/06/10	40445	25/10/10 au 29/06/11	
2	Amélioration des résultats de l'étude sur la mise place d'un système permanent de renforcement des capacités des agents de terrain dans le conseil agricole	Renforcement des capacités des agents de terrain dans le conseil agricole	Services	CFA	9 790 000	14 925	Cogestion	CS AIMAEP	A_06_02	SOUDE Benjamin	Appel d'offres	Clôturé	Finalisé	Finalisé	22/04/11	22/04/11 au 10/05/2011	19-mai	15/06/2011 au 15/08/2011	
<b>Année 2012</b>																			
1	Actualisation du manuel de procédure administrative, financière et comptables des CeRPA/MAEP	Actualisation du manuel de procédure administrative, financière et comptables des CeRPA/MAEP	Services	CFA	7 500 000	€ 11 434	Cogestion	CS AIMAEP	A_05_02	SIFEC	DDC	Clôturé	Finalisé	Finalisé	40923	40998	41036	37 JOURS	
2	Edition du PSRSA et de ses documents connexes	Multiplication du PSRSA et de ses documents connexes	Services	CFA	15 500 000	23 630	Cogestion	CS AIMAEP	A_07_04	ETS RAMPART	DDC	Clôturé	Finalisé	25/01/12	30-mars	12/04/2012	15 jours	04/06/2012	
3	Elaboration de la stratégie de développement des statistiques agricoles, de son plan d'action et d'un programme de renforcement des capacités du système des statistiques agricoles	Renforcement des capacités du système des statistiques agricoles	Services	CFA	9 970 000	€ 15 199	Cogestion	CS AIMAEP	A_01_04	BeCG	Demande de cotation	Clôturé	Finalisé	40993	41019	41108	Du 23/07 au 23/09/2012	41228	
4	Formation des cadres et agents de base sur le conseil de gestion aux exploitations agricoles au niveau des CeRPAAD et MC	Formation des cadres et agents de base sur le conseil de gestion aux exploitations agricoles au niveau des CeRPAAD et MC	Services	CFA	12 940 000	19 727	Cogestion	CS AIMAEP	A_06_02	African Consulting Company	Appel d'offres	Clôturé	Finalisé	01/07/12	Du 28/08 au 04/10/2012	29-oct.		01/12/12	
5	Etude de formation des cadres de la DPP/MAEP sur les techniques d'analyse prospective	Formation des cadres de la DPP/MAEP sur les techniques d'analyse prospective	Services	CFA	3 050 000	€ 4 650	Régie	CS AIMAEP	A_03_04	CMES	DDC	Clôturé	Finalisé	41103	41113	41121	12 jours	41184	
6	Implémentation de out come mapping dans la mise en œuvre des projets CTB	Implémentation de out come mapping dans la mise en œuvre des projets CTB	Services	CFA	13 709 500	20 900	Régie	CS AIMAEP	A_03_04	AGREDA	DDC	Clôturé	Finalisé						

7	Formation des agents du MAEP sur le leadership et la gestion de temps	Formation des agents du MAEP sur le leadership et la gestion de temps	Services	CFA	9 800 000	€ 14 940	Cogestion	CS AIMAEP	A_02_02	Talents Plus Coneils	DDC	Clôturé	Finalisé	40940	41002	41164	45 jours	41258	
8	Formation des formateurs sur l'approche valueulinks	Formation des formateurs sur l'approche valueulinks	Services	CFA	3 660 000	5 580	Cogestion	CS AIMAEP	A_06_03	GANTOLI GEOFFROY	DDC	Clôturé	Finalisé	15/04/12	Du 05 au 12/09/201 2	13-sept.	10 jours	04/10/12	
9	Internalisation de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives par le personnel du MAEP	Internalisation de l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives par le personnel du MAEP	Services	CFA	1 450 000	€ 2 211	Cogestion	CS AIMAEP	A_07_03	MANKONDO Jean Boko	DDC	Clôturé	Finalisé	41091	Du 11 au 28/09/2012	41187	10 jours	41233	
<b>Année 2013</b>																			
1	Elaborer le document de stratégie de développement des ressources humaines	Elaborer le document de stratégie de développement des ressources humaines	services	XOF	19 300 000	€ 29 423	cogestion	CS AIMAEP	A_02_02	BIM CONSULTANC E SA	Appel d'offres	Clôturé	Finalisé	40951	Du 23/10 au 27/11/2012	07/12/2012	25/07/2013	Tout le paiement en Q3	
2	Elaborer un plan régional de développement de la filière riz dans le Mono-Couffo	Elaborer le plan régional de développement de la filière riz	services	XOF	12 846 000	€ 19 584	cogestion	CS AIMAEP	A_07_03	COTEF	Appel d'offres	Clôturé	Finalisé		20/11 au 26/2012	13/03/2013	du 26/03 au 26/06/2013	41461	
3	Elaborer un plan régional de développement de la filière maraichage dans le Mono-Couffo	Elaborer le plan régional de développement de la filière maraichage	services	XOF	12 846 000	€ 19 584	cogestion	CS AIMAEP	A_07_03	COTEF	Appel d'offres	Clôturé	Finalisé		20/11 au 26/2012	05/04/2013	du 11/04 au 11/07/2013	15-juil.	
4	Réalisation d'une expérience pilote de coaching en conseil agricole au niveau des CeCPA Aplahoué et Comé, le Projet d'Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture	Coaching en conseil agricole au niveau des CeCPA d'Aplahoué et Comé, le Projet d'Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture	services	XOF	9 840 000	€ 15 001	cogestion	CS AIMAEP	A_06_02	MRJC	Appel d'offres	Clôturé	Finalisé	41091	Du 28/08 au 09/10/2012	41232	du 01/12/2012 au 30/04/2013	Tout le paiement en Q3	
5	Réalisation d'une expérience pilote de coaching en conseil agricole au niveau de 4 CeCPA: Materi et Copargo	Coaching en conseil agricole au niveau des CeCPA de Materi, Copargo	services	XOF	9 960 000	€ 15 184	cogestion	CS AIMAEP	A_06_02	ONG CADG	Appel d'offres	Clôturé	Finalisé	41091	Du 28/08 au 09/10/2012	07/01/2013	du 07/01 au 30/04/2013	Tout le paiement en Q3	
6	Formation des RCPA et TSPV des CeCPA AD et MC en CGEA	Formation des cadres et agents de base sur le conseil de gestion aux exploitations agricoles au niveau des CeRPA AD et MC	services	XOF	15 455 000	€ 23 561	cogestion	CS AIMAEP	A_06_02	African Consulting Company	Appel d'offres	Clôturé	Finalisé	41091	Du 28/08 au 04/10/2012	41211	4 mois	04/03/2013	
7	Production d'un film documentaire sur la capitalisation des expériences communales	Production documentaire sur la capitalisation des expériences	services	XOF	2 200 000	€ 3 354	cogestion	CS AIMAEP	A_03_01	Claude BALOGOUN	Demande de cotation	Clôturé	Finalisé		Du 29/10 au 15/11/2012	04/03/2013	10 jours	22-avr.	
8	Encodage des données pour la réalisation du repertoire des acteurs de promotion de l'Atlantique et du Littoral	Encodage	services	XOF	3 575 000	€ 5 450	cogestion	CS AIMAEP	A_06_01	CSDI	Demande de cotation	Clôturé	Finalisé		Du 27/11 au 12/12/2012		3 mois	Tout le paiement en Q3	
9	Edition du document de repertoire des acteurs	Edition du document de repertoire des acteurs de promotion des filières agricoles		XOF	4 875 000	€ 7 432	cogestion	CS AIMAEP	A_06_01	NICOPIDO	Demande de cotation	Clôturé	Finalisé				2012-2013	Tout le paiement en Q3	
10	Acquisition de deux véhicules ( sur la contrepartie)	Fourniture de deux véhicules	biens	XOF	93 000 000	€ 141 778	cogestion	CS AIMAEP	24-janv-00	SONAEC	Appel d'offres	Clôturé	Finalisé	40817	41052	41113	2012-2013		
11	Formation des techniciens spécialisés des CARDER MC et AD sur l'approche valueulinks	Formation valueulinks	services	XOF	7 390 000	€ 11 266	cogestion	CS AIMAEP	A_06-03	Dieu-donné KONNON	Demande de cotation	Clôturé	Finalisé			26-mars	avril à mai 2013	1-mai	

12	Edition du document de stratégie de développement des ressources humaines	Impression du document de stratégie de développement des ressources humaines	biens	XOF	2 000 000	€ 3 049	cogestion	CS AIMAEP	A_02_02	ETS RAMPART	Demande de trois proformas	Clôturé	Finalisé					
14	Edition du document de répertoire des acteurs	Edition du document de répertoire des acteurs de promotion des filières agricoles	biens	XOF	1 725 000	€ 2 630	cogestion	CS AIMAEP	A_06_01	Gutenberg	Demande de cotation	Clôturé	Finalisé					
15	Finalisation du plan d'action environnemental	Plan d'action environnemental	services	XOF	2 500 000	€ 3 811	cogestion	CS AIMAEP	A_01_03	Romarc OGOUWALE	Demande de cotation	Clôturé	Finalisé					
Année 2014																		
1	La réalisation du cadre organique du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	Cadre organique	services	XOF	13 500 000	€ 20 581	cogestion	CS AIMAEP	A_02_01	BIM	Consultation restreinte après avis à manifestation d'intérêt	En cours	En cours	41579	Mars-Avril 2014	Avril 2014	juin - juillet 2014	41848
2	La formation des Cadres et Agents des Centres Agricoles Régionaux pour le Développement Rural (CARDER) sur le conseil de gestion aux exploitations agricoles.	Formation sur le CGEA	services	XOF	9 990 000	€ 15 230	cogestion	CS AIMAEP	A_06_02	Ismail M. MOUMOUNI et Moutouni IMOROU KARIMOU	Demande de cotation	Finalisé	Clôturé	01/11/13	décembre	15-janv.	juin et juillet 2014	11/07/14
3	La formation des Cadres et Agents des Centres Agricoles Régionaux pour le Développement Rural (CARDER) sur les concepts et outils d'analyse des filières agricoles	Formation sur les concepts et outils d'analyse des filières agricoles	services	XOF	9 680 000	€ 14 757	cogestion	CS AIMAEP	A_06_03	Dieu-donné KONNON	Demande de cotation	Finalisé	Clôturé	Mars 2014	Mars 2014	Avril 2014	avril à mai 2014	41793
4	Edition des quatre programmes du PNA	Edition des 4 programmes	services	XOF	15 840 000	€ 24 148	cogestion	CS AIMAEP	A_07_06	ETS RAMPART	Demande de cotation	Finalisé	Clôturé	Janvier	Avril 2014	Juillet 2014	Juillet 2014	31/07/14
5	Réaliser une étude de mise en place d'une plate forme de gestion des investissements publics et privés dans le secteur agricole	Elaboration d'une plate forme de gestion des investissements	services	XOF	6 950 000	€ 10 595	cogestion	CS AIMAEP	A_02_01	Panel Ingénierie & Soft SARL	Demande de cotation	Finalisé	Clôturé	Avril 2014	Mai 2014	30 mai 2014	juin et juillet 2014	30/07/2014
6	Acquisition des équipements au profit de IABSSA	Acquisition de Matériels	biens	XOF	16 161 000	€ 24 637	cogestion	CS AIMAEP	A_08_01	Meridional-Office	Demande de cotation	Finalisé	Clôturé					
7	Modélisation des ateliers dans le cadre du processus d'élaboration et de validation des outils et démarches d'immatriculation des coopératives	modération	services	XOF	1 700 000	€ 2 592	cogestion	CS AIMAEP	A_07_05	MANKONDO Jean-Bosco	Demande de cotation	Finalisé	Clôturé	27/05/2014	27/05 au 06/6/2014	12/06/2014	juin à juillet	juillet 2014
8	Renforcement des capacités en analyse prospective des cadres du MAEP	Analyse prospective	services	XOF	2 050 000	€ 3 125	régie	CS AIMAEP	A_04_03	POFAGI Mathias K.	Demande de cotation	Finalisé	Clôturé					
9	Travaux de construction d'un bâtiment à usage de bureau AIMAEP sur le bâtiment abritant la DCAF au MAEP	Construction	travaux	XOF	33 995 490	€ 51 826	cogestion	CS AIMAEP	:Z_02_04	Chantiers d'Afrique et Equipements	Liste restreinte de la CTB	En cours	en exécution	Août 2014	Non publié	septembre 2014	sptembre à décembre 2014	24/12/2014

## 6 Accords d'exécution

Numéro de l'accord	Mode d'exécution	Code (s) budgétaire (s)	Nom de l'institution partenaire	Type d'institution	Objet de l'Accord	Modalité de paiement	Date d'entrée en vigueur	Date de fin	Devise	Montant total (endeuse)	Montant total (€)	Statut	N° de transfert	Statut transfert	Période de transfert (planifié ou réalisé)	Montant (€)	Remarques
AIMAEP/DP P/04/2010	cogestion	A_02_01	DPP/MAEP	Ministère déconcentré	Appui à la mise en place d'un système de suivi-évaluation axé sur les résultats	Tranche variable	01/10/2010	30/06/2011	XOF	102 483 327	€ 156 232	Clôturé	1	Processed	Février 2011	€ 60 000	Exemple
													2	Processed	Mai 2011	€ 50 000	
													3	Processed	01-juil-11	€ 46 235	
													Insérer une ligne (Alt+I then F)				
AE/MAEP N°001/2012	régie	A_03_04	DPP/INRAB	Ministère déconcentré	Etude des comptes économiques du secteur agricole	Tranche variable	23/07/2012	30/04/2013	XOF	29 592 000	€ 45 112	Clôturé	1	Processed	27-août-12	€ 17 577	Exemple
													2	Processed	01-mars-13	€ 18 632	
													3	Processed	30-avr-13	€ 2 439	
													4	Processed	30-juil-13	€ 6 464	
													Insérer une ligne (Alt+I then F)				
N° 07/14/CTB/MAEP/SGM	cogestion	Z_02_04	DGAER		Réalisation des études, la surveillance et le contrôle des travaux de		sept 2014	23/12/2014	XOF	2 979 910	4543	En cours	1	Planned	octobre 2014	€ 2 726	
													2	Planned	décembre 2014	€ 1 817	
													Insérer une ligne (Alt+I then F)				

## 7 Equipements

Type d'équipement	Coût	Date de livraison
Mitsubishi Pajero JMYLNV96W8J002978	18 539 065	22/05/2009
Mitsubishi Pajero JMYLNV96W8J002990	18 539 065	22/05/2009
Ordinateur Portable TOSHIBA L300-9K Réf.13029	665 000	30/04/2009
Réfrigérateur marque SHARP 194L	230 000	26/12/2009
Imprimante HP Color Laserjet CP1515 n	290 000	24/12/2009
Ordinateur Portable FUJITSU SIEMENS V6535	690 000	04/08/2009
Ordinateur Portable FUJITSU SIEMENS V6535	690 000	04/08/2009
Ordinateur Portable FUJITSU SIEMENS V6535	690 000	04/08/2009
Ordinateur Portable FUJITSU SIEMENS V6535	690 000	04/08/2009
Ordinateur Portable FUJITSU SIEMENS V6535	690 000	04/08/2009
Scanner HP Scanjet G3010	300 000	04/08/2009
Imprimante HP Laserjet P2015d	230 000	12/08/2009
Photocopieur SHARP AR- 5320 E	2 350 000	12/08/2009
Réfrigérateur marque SHARP 194L	230 000	26/12/2009
Imprimante HP Color Laserjet CP1515 n	290 000	24/12/2009
Vidéo projecteur LCD SVGA 2000 Lumens	600 000	02/12/2009
Machine à relier Kombo TATA	185 000	24/12/2009
Ordinateur de bureau	550 000	12/08/2009
Ordinateur de bureau compaq	600 000	31/03/2010
Ordinateur de bureau compaq	600 000	31/03/2010
Copieur HP Laser jet M1522 nf 23 ppm	800 000	31/03/2010
Ordinateur Portable :TOSHIBA L 300	680 000	31/03/2010
Vidéo projecteur Sony VP-EXP7 2000	660 000	31/03/2010
Imprimante Réseau HP Laserjet noir/blanc	375 000	31/03/2010
Armoire métallique de rangement vitrées	250 000	06/05/2010
Armoire métallique de rangement vitrées	250 000	06/05/2010
Armoire métallique de rangement vitrées	250 000	06/05/2010
Table de lecture	700 000	30/06/2010
Armoire métallique de rangement vitrées	250 000	30/06/2010
Armoire métallique de rangement vitrées	250 000	30/06/2010
Armoire métallique de rangement vitrées	250 000	30/06/2010
Armoire métallique de rangement ordinaires	250 000	30/06/2010
Armoire métallique de rangement ordinaires	250 000	30/06/2010
Armoire métallique de rangement ordinaires	250 000	30/06/2010
Imprimante HP laser P2055	275 000	15/07/2010
Imprimante HP laser P2055	275 000	15/07/2010
Imprimante HP laser P2055	275 000	15/07/2010
Scanner HP Scan jet série 8400	1 200 000	16/08/2010
Ordinateur HP PRO 3010 E 5300 HE/2GBDD3/320GB/DVD	400 000	27/08/2010
Ordinateur HP PRO 3010 E 5300 HE/2GBDD3/320GB/DVD	400 000	27/08/2010
Ordinateur HP PRO 3010 E 5300 HE/2GBDD3/320GB/DVD	400 000	27/08/2010
Ordinateur HP PRO 3010 E 5300 HE/2GBDD3/320GB/DVD	400 000	27/08/2010
Ordinateur HP PRO 3010 E 5300 HE/2GBDD3/320GB/DVD	400 000	27/08/2010
Vidéo projecteur optima ES522/526TRI DLP 2800 lum	420 000	27/08/2010
Photocopieur SHARP AR- 5320 E avec socle	1 296 600	01/09/2010
Ordinateur HP PRO 3010 E 5300 HE/2GBDD3/320GB/DVD	400 000	24/09/2010
Ordinateur HP PRO 3010 E 5300 HE/2GBDD3/320GB/DVD	400 000	24/09/2010
Imprimante HP laser P2055	275 000	04/11/2010
Imprimante HP laser P2055	275 000	04/11/2010
Photocopieur sharp AR 5320	1 296 610	19/11/2010



Type d'équipement	Coût	Date de livraison
Photocopieur sharp AR 5320	1 296 610	19/11/2010
Ordinateur portable HP 2710 Ecran tactile	1 200 000	15/12/2010
Ordinateur Portable TOSHIBA L300	395 000	28/02/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA L300-9K	395 000	28/02/2011
Ordinateur de table HP500B MT DVDRW	475 000	23/11/2011
Coffre fort phoenix 1253	302 310	24/11/2011
Onduleur HPC	200 000	09/12/2011
Bureau ATJ	266 949	28/02/2012
Ordinateur portatable TOSHIBA	525 000	22/03/2012
Ordinateur portatable TOSHIBA	525 000	24/05/2012
Scanner Scanjet HP 5000	680 000	24/08/2012
Photocopieur SHARP AR 5731	2 200 000	08/09/2014
Photocopieur SHARP AR 5731	2 200 000	08/09/2014
Photocopieur SHARP AR 5731	2 200 000	08/09/2014
Photocopieur SHARP AR 5731	2 200 000	08/09/2014
Scanner HP 5590 scan jet	295 000	08/09/2014
Scanner HP 5590 scan jet	295 000	08/09/2014
Scanner HP 5590 scan jet	295 000	08/09/2014
Scanner HP 5590 scan jet	295 000	08/09/2014
Scanner HP 5590 scan jet	295 000	08/09/2014
Scanner HP 5590 scan jet	295 000	08/09/2014
Scanner HP 5590 scan jet	295 000	08/09/2014
Scanner HP 5590 scan jet	295 000	08/09/2014
Vidéo projecteur multimédia ACER 2800 Lumens	350 000	08/09/2014
Vidéo projecteur multimédia ACER 2800 Lumens	350 000	08/09/2014
Vidéo projecteur multimédia ACER 2800 Lumens	350 000	08/09/2014
Vidéo projecteur multimédia ACER 2800 Lumens	350 000	08/09/2014
Vidéo projecteur multimédia ACER 2800 Lumens	350 000	08/09/2014
Vidéo projecteur multimédia ACER 2800 Lumens	350 000	08/09/2014
Vidéo projecteur multimédia ACER 2800 Lumens	350 000	08/09/2014
Vidéo projecteur multimédia ACER 2800 Lumens	350 000	08/09/2014
Ecran de projection 213 cm x 213 cm	190 000	08/09/2014
Ecran de projection 213 cm x 213 cm	190 000	08/09/2014
Ecran de projection 213 cm x 213 cm	190 000	08/09/2014
Ecran de projection 213 cm x 213 cm	190 000	08/09/2014
Ecran de projection 213 cm x 213 cm	190 000	08/09/2014
Ecran de projection 213 cm x 213 cm	190 000	08/09/2014
Ecran de projection 213 cm x 213 cm	190 000	08/09/2014
Ecran de projection 213 cm x 213 cm	190 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
Disque dur externe 500 GO LG	45 000	08/09/2014
<b>Sous-total 1 (fonds belge)</b>	<b>83 827 208,18</b>	
Bureau Directeur	1 999 982	09/09/2009
Fauteuil Directeur	620 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009

Type d'équipement	Coût	Date de livraison
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Armoire métallique	258 000	09/09/2009
Ordinateur de bureau HP Compact/écran plat	1 300 000	09/09/2009
Appareil multifonction HP Officejet 5610	645 268	09/09/2009
Imprimante HP Laserjet P2035	410 000	09/09/2009
Régulateur 5000 W	318 600	09/09/2009
Bureau Directeur	1 999 982	09/09/2009
Fauteuil Directeur	620 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Bureau Directeur	1 999 982	09/09/2009
Fauteuil Directeur	620 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Réfrigérateur SHARP	318 600	09/09/2009
Armoire métallique	258 000	09/09/2009
Ordinateur de bureau HP Compact/écran plat	1 300 000	09/09/2009
Appareil multifonction HP Officejet 5610	645 268	09/09/2009
Imprimante HP Laserjet P2035	410 000	09/09/2009
Régulateur 5000 W	318 600	09/09/2009
Bureau Directeur	1 999 982	09/09/2009
Fauteuil Directeur	620 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Réfrigérateur SHARP	458 010	09/09/2009
Armoire métallique	258 000	09/09/2009
Ordinateur de bureau HP Compact/écran plat	1 300 000	09/09/2009
Poste téléviseur SHARP	247 800	09/09/2009
Photocopieuse XEROX Workcentre 5020	2 259 700	09/09/2009
Régulateur 5000 W	318 600	09/09/2009
Tablette Porte-copieur	175 000	09/09/2009
Bureau Directeur	1 999 982	09/09/2009
Fauteuil Directeur	620 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Réfrigérateur SHARP	458 010	09/09/2009
Armoire métallique	258 000	09/09/2009
Ordinateur de bureau HP Compact/écran plat	1 300 000	09/09/2009
Imprimante HP Laserjet P1320	230 000	09/09/2009
Bureau Directeur	1 999 982	09/09/2009
Fauteuil Directeur	620 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Bureau Directeur	1 999 982	09/09/2009
Fauteuil Directeur	620 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Chaise visiteur	163 000	09/09/2009
Bureau Directeur	1 999 982	03/01/2011
Fauteuil Directeur	620 000	03/01/2011
Bureau Directeur	1 999 982	03/01/2011
Fauteuil Directeur	620 000	03/01/2011
Fauteuil Directeur	620 000	03/01/2011
Fauteuil Directeur	620 000	03/01/2011
Copieur imprimante HP laser jet M4345 XS	920 000	22/02/2011
Vidéo projecteur EPSON	531 000	22/02/2011

Type d'équipement	Coût	Date de livraison
Imprimante CANON LPB 5000	450 000	15/03/2011
Réfrigérateur SHARP	318 600	15/03/2011
Armoire de rangement avec porte à moitié vitré	552 995	03/06/2011
Armoire de rangement avec porte à moitié vitré	552 995	03/06/2011
Armoire de rangement avec porte à moitié vitré	552 995	03/06/2011
Armoire de rangement avec porte à moitié vitré	552 995	03/06/2011
Armoire de rangement avec porte à moitié vitré	552 995	03/06/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur de bureau HP PENTIUM IV	700 000	16/08/2011
Ordinateur de bureau HP PENTIUM IV	700 000	16/08/2011
Imprimante laser HP 2055	365 000	16/08/2011
Imprimante laser HP 2055	365 000	16/08/2011
Copieur SHARP AR 5127 + Chargeur	3 982 500	16/08/2011
Copieur SHARP AR 5127 + Chargeur	3 982 500	16/08/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur de table HP	700 000	08/11/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur Portable TOSHIBA	800 000	03/08/2011
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012

Type d'équipement	Coût	Date de livraison
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 séries	800 000	08/03/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP3400 series MT PC	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	760 000	07/05/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Micro-ordinateur portable HP 4730	1 015 000	27/09/2012
Micro-ordinateur portable HP 4730	1 015 000	27/09/2012
Micro-ordinateur portable HP 4730	1 015 000	27/09/2012
Micro-ordinateur portable HP 4730	1 015 000	27/09/2012
Micro-ordinateur portable HP 4730	1 015 000	27/09/2012
Micro-ordinateur portable HP 4730	1 015 000	27/09/2012
Micro-ordinateur portable HP 4730	1 015 000	27/09/2012
Scanneur HP 5590	238 360	27/09/2012
Scanneur HP 5590	238 360	27/09/2012
Vidéo projecteur multimédia ESPSON 2500 Lumens	820 100	27/09/2012
Vidéo projecteur multimédia ESPSON 2500 Lumens	820 100	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012

Type d'équipement	Coût	Date de livraison
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Calculatrice programmables	448 500	27/09/2012
Calculatrice programmables	448 500	27/09/2012
Calculatrice programmables	448 500	27/09/2012
Calculatrice programmables	448 500	27/09/2012
Calculatrice programmables	448 500	27/09/2012
Calculatrice programmables	448 500	27/09/2012
Calculatrice programmables	448 500	27/09/2012
Imprimante HP Laser jet P2055	337 250	27/09/2012
Vidéo projecteur multimédia ESPSON 2500 Lumens	820 100	27/09/2012
Vidéo projecteur multimédia ESPSON 2500 Lumens	820 100	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	27/09/2012
Imprimante HP Laser jet P2055	337 250	27/09/2012
Imprimante HP Laser jet P2055	337 250	27/09/2012
Imprimante HP Laser jet P2055	337 250	27/09/2012
Ordinateur de bureau HP6200 P MT 13 2100	936 700	28/09/2012
Ordinateur de bureau tactile en un touch smart	1 100 000	27/05/2013
Ordinateur de bureau tactile en un touch smart	1 100 000	27/05/2013
Climatiseur sharp	912 500	27/05/2013
Imprimante portative hp 100 bluetooth	218 750	27/05/2013
Imprimante portative hp 100 bluetooth	218 750	27/05/2013
Imprimante portative hp 100 bluetooth	218 750	27/05/2013
Imprimante portative hp 100 bluetooth	218 750	27/05/2013
Mirco-portable TOSHIBA TECRA Corei3, rame 2 go disque	850 000	27/05/2013
Mirco-portable TOSHIBA TECRA Corei3, rame 2 go disque	850 000	27/05/2013
Mirco-portable TOSHIBA TECRA Corei3, rame 2 go disque	850 000	27/05/2013
Mirco-portable TOSHIBA TECRA Corei3, rame 2 go disque	850 000	27/05/2013
Copieur sharp 5731 nombre de copies:31ppm avec option	4 035 000	27/05/2013
Broyeur de papier et de CD comix 516	375 000	27/05/2013
Broyeur de papier et de CD comix 516	375 000	27/05/2013
Broyeur de papier et de CD comix 516	375 000	27/05/2013
Broyeur de papier et de CD comix 516	375 000	27/05/2013
Climatiseur sharp	912 500	27/05/2013
Climatiseur sharp	912 500	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 750	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 750	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 751	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 752	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 753	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 754	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 755	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 756	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 757	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 758	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 759	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 760	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 761	27/05/2013
Onduleur HPC 700VA	218 762	27/05/2013
Véhicule NISSAN PATROL 4x4	46 500 000	10/09/2013
Véhicule NISSAN PATROL 4x4	46 500 000	10/09/2013

Type d'équipement	Coût	Date de livraison
Onduleur HPC 700VA	848 927	18/11/2013
Onduleur HPC 700VA	848 927	18/11/2013
Armoire métallique à 5 clapets	279 660	18/11/2013
Mirco-portable TOSHIBA TECRA Corei3, rame 2 go disque dur 323	850 000	27/05/2013
Moto Pablo PB 125.12	775 000	18/04/2014
Moto Pablo PB 125.12	775 000	18/04/2014
Moto Pablo PB 125.12	775 000	18/04/2014
Moto Pablo PB 125.12	775 000	18/04/2014
Dream	810 000	18/04/2014
Dream	810 000	18/04/2014
Table de conférence forme U	472 000	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Chaises conventionnelles	53 100	30/04/2014
Copieur Sharp MX-M264 avec option	8 850 000	01/04/2014
KIT Radio TDMA de la bande 3 GHZ	2 213 062	25/04/2014
Serveur HP Proliant DL 380 G	8 124 500	09/07/2014
Scanner CANNON DR 6030 C Format A3	4 649 700	09/07/2014
Imprimante HP Laser 2055	235 000	09/07/2014
Ordinateur portable TOSHIBA	990 000	09/07/2014
Ordinateur portable TOSHIBA	990 000	09/07/2014
Vidéo projecteur	437 500	09/07/2014
Vidéo projecteur	437 500	09/07/2014
Valise ZOOP	472 000	09/07/2014
Valise ZOOP	472 000	09/07/2014
Imprimante HP lazer	235 000	09/07/2014
Imprimante HP lazer	235 000	09/07/2014
Rallonge sécurisée	112 000	09/07/2014
Rallonge sécurisée	112 000	09/07/2014
Imprimante HP lazer	235 000	09/07/2014
Valise ZOOP	472 000	09/07/2014
Tableau Métaplan	705 000	09/07/2014
Tableau Métaplan	705 000	09/07/2014
Tableau Métaplan	705 000	09/07/2014
Tableau Métaplan	705 000	09/07/2014
Tableau Métaplan	705 000	09/07/2014
Tableau Métaplan	705 000	09/07/2014
Tableau Métaplan	705 000	09/07/2014
Tableau Métaplan	705 000	09/07/2014
Ordinateur portable TOSHIBA	990 000	09/07/2014
<b>Sous-total 2 (fonds de la contrepartie béninoise)</b>	<b>303 195 044,00</b>	
<b>Total général</b>	<b>387 022 252,18</b>	

## 8 Cadre logique original tiré du DTF

<b>COMPOSANTE 1 MAEP Central Résultats attendus</b>	<b>Activités</b>	<b>Critères en lien avec les indicateurs (les indicateurs seront précisés selon une étude de base (baseline study))</b>
<p>Résultat 1 : Le mode d'organisation et de fonctionnement du MAEP est efficace et efficient pour la promotion des filières agricoles</p>	<p>1.1. Réaliser l'audit institutionnel du MAEP (DT/DC) dans la mesure ou pas déjà fait/financé 1.2 Analyser les systèmes de planification et réalisation budgétaire (projets/programmes) 1.3 Accompagner le processus de réforme interne au MAEP (DC, DT, CeRPA, CeCPA)</p>	<p>1.1. L'audit institutionnel est validé et ses résultats contribuent à la restructuration interne du MAEP 1.2 Un répertoire de tous les projets/programmes est à jour et des décisions sont prises pour améliorer et décentraliser la gestion de ces projets dans une perspective de 2 à 4 ans.</p>
<p>Résultat 2 : Les outils, techniques et méthodes de management, de planification et de SE permettent un meilleur fonctionnement du MAEP</p>	<p>2.1. Mettre en place un système d'information utile aux prises de décisions 2.2 Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement des capacités de management et de gestion du changement au profit des agents du MAEP au niveau central et intermédiaire</p>	<p>2.1 Le système de suivi évaluation du MAEP est fonctionnel 2.1. Un inventaire, collecte et classement des documents sous-de politique sous-sectorielles sont réalisés 2.1. Des mécanismes de communication avec les CeRPA sont opérationnels 2.2. Une culture organisationnelle orientée vers la performance, l'obligation de résultats, le sens du devoir et de responsabilité s'instaure dans les relations hiérarchiques au sein du MAEP.</p>
<p>Résultat 3 : Les capacités techniques basées sur la valorisation des acquis sont renforcées pour mieux coordonner la promotion des filières agricoles</p>	<p>3.1. Mettre en place un système de capitalisation des expériences 3.2 Renforcer les capacités des études et d'analyse prospective du MAEP 3.3. Renforcer les connaissances techniques des agents du MAEP sur les concepts et outils liés à l'analyse des filières agricoles.</p>	<p>3.1. Les documents de politique sous-sectorielle produits sont largement diffusés 3.2. Chaque secteur prioritaire est doté d'un document de politique sous-sectorielle ? 3.3. les agents à tous les niveaux maîtrisent le concept, les approches et les techniques sur les filières agricoles et s'y investissent résolument.</p>

<b>COMPOSANTE 2 CERPA Résultats attendus</b>	<b>Activités</b>	<b>Critères en lien avec les indicateurs</b>
R.4: le mode d'organisation et de fonctionnement du CeRPA est efficace et efficient pour la promotion des filières agricoles	4.1. Participer activement à la révision des textes relatifs aux CeRPA	4.1. les textes juridiques tiennent compte de la spécificité des CeRPA. 4.2. La coordination sectorielle des actions de promotion des filières agricoles est assurée au niveau local et départemental
R.5: Les outils, techniques et méthodes de management, de planification et de SE permettent un meilleur fonctionnement des CeRPA	A.5.1. Assurer la mise en place et le suivi des formations en management et gestion du changement au sein de deux CeRPA A5.2. Accompagner 2 CeRPA dans le cadre d'une plus grande autonomie de gestion financière liée à la rationalisation des investissements publics sur le terrain	5.1 Une culture organisationnelle orientée vers la performance, l'obligation de résultats, le sens du devoir et de responsabilité s'instaure dans les relations hiérarchiques au sein des CeRPA 5.5 Les CeRPA acquièrent une plus grande marge de manœuvre dans la gestion de leur budget et sont moins dépendant du niveau central.
R.6: Les capacités techniques des CeRPA basées sur la valorisation des acquis sont renforcées pour mieux coordonner la promotion des filières agricoles	6.1. Réaliser un répertoire des acteurs de promotion des filières agricoles et le diffuser 6.2. Développer un système de formation permanente pour les agents du MAEP comme méthode de renforcement des capacités des agents du MAEP 6.3 ;. Assurer la mise en place et le suivi des formations technique filière du au sein de deux CeRPA 6.4 Renforcer les CeRPA dans la promotion de la concertation et du dialogue multi-acteurs	6.1. Le répertoire est disponible et accessible aux acteurs de promotion des filières agricoles ; 6.2. La formation permanente aide à la remise au travail des contractuels et améliore la qualité de leurs prestations sur le terrain. 6.2 Un processus de concertation et de dialogue s'instaure autour des échanges relatifs aux bonnes pratiques de promotion de filières agricoles qui auront été repérées sur le terrain.



<b>COMPOSANTE 3 Système de promotion des filières Résultats attendus</b>	<b>Activités</b>	<b>Critères en lien avec les indicateurs</b>
<p>R.7: Le MAEP participe activement à un large processus de réforme institutionnelle du système de promotion des filières agricoles afin d'en garantir une meilleure cohérence et harmonie.</p>	<p>7.1. Appuyer la participation du MAEP à la mise en place des instances de pilotage et de régulation définies par le cadre institutionnel ;  7.2. Assurer une revue des textes législatifs et réglementaires du secteur agricole ;  7.3. Appuyer le MAEP dans l'amélioration du cadre programmatique du secteur agricole ;  7.4. Renforcer le dialogue et le partenariat public – privé entre le MAEP et les opérateurs privés impliqués dans la promotion des filières agricoles</p> <p>8.1. Renforcer les capacités organisationnelles de l'ABSSA ;  8.2. Elaborer la politique de sécurité sanitaire des aliments.  8.3. Concevoir un système de contrôle et de suivi des risques sanitaires et phytosanitaires ;  8.4. Appuyer l'ABSSA dans ses initiatives de benchmarking et sa participation aux réunions d'experts</p>	<p>7.1. Une équipe du Maep est nommée pour suivre et participer à l'autorité ;  Les documents de politique sous-sectorielle produits sont largement diffusés et débattus au sein de cette autorité  Les orientations du gouvernement sont traduites en mandat général pour le MAEP sur la base duquel les nouvelles structures seront identifiées et responsabilisées par rapport à des attributions claires et précises  7.2. Des textes obsolètes sont abrogés et de nouveaux textes répondent à des besoins de promotion des filières agricoles insuffisamment pris en compte par l'arsenal juridique actuel.  7.3. L'opérationnalisation du cadre programmatique permet de documenter les quatre programmes du PSRSA et d'élaborer les projets filières ;7.4. il existe un consensus entre les différents acteurs privés et publics) sur la réforme institutionnelle à mettre en œuvre  8.La dynamique d'institutionnalisation de l'ABSSA est engagée</p>

## 9 Matrice de monitoring complète

**Outcome : Les capacités organisationnelles, techniques et administratives du MAEP sont renforcées pour qu'il puisse mieux jouer son rôle de facilitation et de régulation dans la promotion des filières.**

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline 2010</i>	Valeur 2011	Valeur 2012	Valeur 2013	Valeur 2014	Cible finale
Au moins 70% des participants aux revues annuelles du secteur agricole estiment que le MAEP est performant dans l'exercice de ses fonctions régaliennes (pilotage, régulation, contrôle)	28%	ND	40%	61%	ND	70%
Au moins 80% d'agents de base, techniciens et cadres de CeRPA appliquent des démarches, méthodes et outils dans l'exercice de leurs fonctions d'appui-conseil aux acteurs du secteur agricole	49%	52%	55%	77%	85%	80%

**Output 1 : Le MAEP est une force de proposition dans la définition et la mise en œuvre des politiques et stratégies de promotion des filières agricoles**

Indicateurs	Valeur de la <i>Baseline 2010</i>	Valeur année : 2011	Valeur 2012	Valeur 2013	Valeur 2014	Cible finale
Au moins 70% des cadres et agents du MAEP apprécient positivement la fonctionnalité du nouvel organigramme du MAEP institué dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme	0%	0%	0%	70%	ND	75%
Le taux d'exécution de contrats de performances et lettres de missions des directions techniques et directions centrales du MAEP atteint 75%	41%	ND	ND	70%	ND	75%
42 cadres et agents du MAEP maîtrisent les concepts, approches et techniques sur les filières agricoles et s'y investissent résolument	2	30	0	0	61	42
Chaque année, au moins une bonne pratique de promotion des filières agricoles est capitalisée et diffusée	0	3	0	1	0	5
Les résultats d'études prospectives et de capitalisation alimentent la concertation multi-acteurs pour l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies opérationnelles de promotion des filières agricoles	0	0	0	1	0	2

<b>Output2 : le CARDER joue un rôle clé dans la promotion des filières agricoles</b>						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur 2011</b>	<b>Valeur année 2012</b>	<b>Valeur année 2013</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Cible finale</b>
75% des cadres et agents des CARDER apprécient positivement la fonctionnalité du nouvel organigramme	0	0	0	ND5	ND	75
Le taux d'exécution du PTAB des CARDER MC / AD dépasse 80%	75,6%	80%	81,6%	90%	ND	100%
Le taux d'exécution des contrats de performance et lettres de mission des deux CARDER atteint 75%	46%	60	ND	65%	70	75%
165 agents de CARDER / SCDA maîtrisent les concepts, approches et techniques filières et s'y investissent	8	60	13	150	282	165
Un dispositif efficace et performant du conseil agricole mobilise 350 agents et techniciens et répond aux besoins d'appui – conseil des structures de promotion des filières agricoles à la base	0	0	1	1	1	1

<b>Output 3 : Le MAEP est reconnu comme un acteur dynamique et actif par les autres acteurs dans la promotion des filières agricoles</b>						
<b>Indicateurs</b>	<b>Valeur de la Baseline</b>	<b>Valeur année 2011</b>	<b>Valeur année 2012</b>	<b>Valeur 2013</b>	<b>Valeur année 2014</b>	<b>Cible finale</b>
Les rôles, responsabilités et fonctions des différentes catégories d'acteurs de PFA sont définis de façon concertée et appliquée dans le cadre du PSRSA	0%	25%	50%	50%	50%	100%
Un mécanisme de contrôle et de régulation des filières agricoles, piloté par le MAEP est institué	0%	0%	0%	50%	50%	100%
Des initiatives de PPP pour le développement des filières agricoles sont appuyées et capitalisées	0	1	1	1	1	3
Au moins un programme harmonisé d'appui aux filières agricoles soutenu par la coopération belge est élaboré par le MAEP de concert avec l'ensemble des acteurs du secteur	0	0	0	1	1	1

## 10 Outils et produits

*Mentionnez, dans cette annexe, tout matériel disponible sur les effets de l'intervention ou toute expérience engrangée en appliquant des méthodes ou outils spécifiques.*

1. Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (version papier, CD, note de synthèse)
2. Programme Administration et Gestion du secteur Agricole
3. Programme Développement de l'Agriculture ;
4. Programme Développement de l'Elevage
5. Programme Développement de la pêche
6. Plan de développement de la filière maraîchage de la Région Mono-Couffo
7. Plan de Développement de la filière riz de la Région du Mono – Couffo
8. Recueil des textes législatifs et réglementaires (Document en 8 volumes et CD Rom);
9. Etat des lieux en matière de sécurité sanitaire des aliments
10. Business plan de l'ABSSA
11. Document de stratégie de communication et informatisation en matière de sécurité sanitaire des aliments
12. Plan d'action genre dans le secteur agricole
13. Plan d'action environnement dans le secteur agricole
14. Plan de formation 2011-2013 du MAEP ;
15. Plan de développement des Ressources Humaines 2013 - 2017
16. Etude sur l'élaboration du cadre organique du MAEP ;
17. Document final sur l'observatoire national des pêches
18. Etude sur les comptes économiques de l'agriculture ;
19. Base de données sur les investissements publics et privés dans le secteur agricole
20. Rapport final stratégie de développement des statistiques agricoles et plan d'action (2 volumes)
21. Enquête de référence du programme Développement Pêche et Aquaculture ;
22. Enquête de référence du programme Développement de l'Agriculture ;
23. Enquête de référence du programme Développement de l'Elevage ;
24. Enquête de référence du programme Administration et Gestion du Secteur ;
25. Manuel technique de gestion du système de suivi-évaluation axée sur les résultats du Secteur agricole ;
26. Manuel de l'utilisateur de la base de données ASH\_PME\_SISEAR-SA ;
27. Cahier d'opérationnalisation des indicateurs du système de suivi-évaluation axée sur les résultats du Secteur agricole ;
28. Analyse des comptes économiques du secteur de l'agriculture
29. Modules de formations sur : les techniques réunions, la déontologie administrative, le leadership, la gestion du temps, approche filière/concept,
30. Atelier de suivi - évaluation selon la méthode outcome mapping (Bohicon)

31. Rapport de l'étude sur les capacités organisationnelles du CeRPA et des Unions Régionales des producteurs de riz, anacarde et produits maraîchers dans les Départements de l'Atacora et de la Donga
32. Etude sur la mise en place d'un système permanent de renforcement des capacités techniques des agents de base en conseil agricole
33. Manuel de procédures administratives, financières et comptables des CeRPA
34. Répertoire des acteurs des acteurs de promotion des filières agricoles des Départements de l'Atacora-Donga
35. Répertoire des acteurs des acteurs de promotion des filières agricoles des Départements du Mono-Couffo
36. Répertoire des acteurs des acteurs de promotion des filières agricoles des Départements de l'Atlantique-Littoral
37. Manuels d'utilisation des Répertoires
38. Projet de manuel d'assistance-conseil à l'intention des cadres et agents des CARDER
39. Rapport de capitalisation d'AIMAEP sur l'appui à la mise en œuvre du conseil agricole dans le secteur agricole
40. Rapport d'actualisation des normes de travail en production animale et halieutique
41. Projet d'appui à l'opérationnalisation du conseil agricole
42. Plaquette sur les normes de travail actualisées des cadres et agents chargés du conseil agricole ;
43. Modules de formation sur le Coaching ;
44. Document de Démarche méthodologique pour la mise en place du coaching en conseil agricole ;
45. Capitalisation filière Tomate- Commune de Klouékanmé ;
46. Capitalisation filière Anacarde – Commune de Kouandé .
47. Capitalisation filière Fromage wagashi – Comune de Péhunco ;
48. Fiches techniques sur la capitalisation des activités réalisées par AIMAEP
49. Capitalisation d'expériences de Partenariat Public Privé (PPP) au Bénin
50. Note de capitalisation d'appui institutionnel en conseil agricole
51. Fiches de capitalisation AIMAEP
52. Note capitalisation appui institutionnel en conseil agricole
53. Rapport d'auto-évaluation finale du Projet AIMAEP
54. Film documentaire sur la capitalisation des expériences communales en matière de promotion des filières agricoles.